STRATEGIE INTERNATIONALE DE SOUTIEN A LA SECURITE ET LA STABILITE

Pour la République Démocratique du Congo

Rapport trimestriel

Janvier à mars 2011

À l'appui du Plan du gouvernement pour la stabilisation et la reconstruction des zones sortant des conflits armés (STAREC).

Un employé apporte la touche finale pour l'inauguration des nouveaux locaux de l'administration territoriale à Rutshuru, Nord Kivu. (février 2011)

À propos de l'ISSSS

La **Stratégie internationale de soutien à la sécurité et la stabilisation** (ISSSS) est un cadre pour l'Est de la République Démocratique du Congo.

L'ISSSS soutient le Plan du gouvernement pour la stabilisation et la reconstruction des zones sortant des conflits armés (STAREC), et l'accomplissement de la résolution du Conseil de sécurité S/RES/1925 (2010).

L'ISSSS fournit un appui programmatique articulé autour de cinq composantes : sécurité ; processus politiques ; restauration de l'autorité de l'État ; retour, réintégration et relèvement ; et la lutte contre les violences sexuelles. Les résultats escomptés sont indiqués dans le Cadre Programmatique Intégré de l'ISSSS.

Des activités sont prévues à travers des structures gouvernementales internationales communes, et financées par des contributions bilatérales et le Fonds pour la consolidation de la paix de l'ONU.

Les partenaires de mise en œuvre incluent des agences de l'ONU ; organisations non-gouvernementales locales et internationales ; entrepreneurs privés ; et la Mission de l'ONU pour la Stabilisation en République Démocratique du Congo (MONUSCO).

Chiffres clés

(tous les chiffres sont en millions de dollars US)

Ressources totales

Disponibles	**230,13m**
Dépensées	**148,36m**

Partenaires financiers

États-Unis	61,00
Pays-Bas	57,30
Royaume-Uni	22,75
Suède	16,77
Belgique	12,74
Canada	8,17
Japon	7,27
Espagne	5,12
Commission Européenne	4,20
Allemagne	2,38
Norvège	1,92
France	0,46
Fonds pour la consolidation de la paix	20,00

Les contributions des partenaires de mise en œuvre ne sont pas listées.

Table des matières

1. Préface	**p6**
2. Contexte politique	**7**
3. Aperçu du programme	**11**
4. Composantes du programme	**15**
5. Planification et coordination	**33**
6. Prévisions	**35**

Annexes :	
A1. Tableau de bord	36
A2. Cartes des résultats	37
Annexes financières	41
Structure de coordination	50
Carte de référence	52
À propos du rapport trimestriel	53

Comment lire ce rapport

Dans un effort continu d'améliorer la rédaction des rapports, le Rapport trimestriel est désormais divisé en trois parties :

La partie **Narrative** (sections 1-6) résume le contexte politique, les activités programmatiques ainsi que les progrès réalisés par rapport aux résultats escomptés dans le Cadre Programmatique Intégré de l'ISSSS.

La partie **Annexes** résume les résultats de l'ISSSS à ce jour, avec des indicateurs clés (le Tableau de bord) et des cartes du Nord Kivu, Sud Kivu et Ituri.

La partie **Annexes financières** fournit des informations financières détaillées sur l'intégralité du portefeuille de projets ISSSS, notamment les développements qui se sont produits lors du premier trimestre, et un rapport d'activité pour le Fonds de stabilisation et de relèvement.

Abréviations

ADF	Alliance des forces démocratiques
CLPC	Comités Locaux Permanents de Conciliation
CNDP	Congrès National pour la Défense du Peuple
CTC	Comité Technique Conjoint
CTPR	Comité Technique pour la Pacification et Réconciliation
DAI	Development Alternatives. Inc.
DDR	Désarmement, Démobilisation et Réintégration
DDR/RR	Désarmement, Démobilisation, Rapatriement, Réinsertion et Réintégration
DSRSG/RC/HC	Représentant Spécial Adjoint du Secrétaire Général / Coordonateur Résident / Coordonateur Humanitaire
FAO	Fonds des Nations Unies pour l'Agriculture et Alimentation
FARDC	Forces Armées de la RDC
FDLR	Forces démocratiques pour la libération du Rwanda
GoDRC	Gouvernement de la République Démocratique du Congo
IDP	Déplacés internes
OIM	Organisation Internationale pour les Migrations
IMA	IMA World Health
IMC	International Medical Corps
IRC	International Rescue Committee
ISSSS	Stratégie Internationale de Soutien à la Sécurité et à la Stabilisation
JMAC	Joint Mission Analysis Centre (au sein de la MONUSCO)
MDTFU	UNDP Multi-Donor Trust Fund Unit
MONUSCO	Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la Stabilisation en République Démocratique du Congo
MSI	Management Systems International
FCP	Fond pour la Consolidation de la Paix
PNC	Police Nationale Congolaise
SRFF	Fonds de Stabilisation et de Relèvement
SSU	Unité d'Appui à la Stabilisation
STAREC	Plan du gouvernement pour la stabilisation et la reconstruction des zones sortant des conflits armés
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la population
UNHCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les Refugiés
UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les Services des Projets
UNPOL	Police des Nations Unies (au sein de la MONUSCO)

1 Préface

L'ISSSS a atteint plusieurs **étapes programmatiques importantes** lors du premier trimestre 2011, notamment la remise des premières nouvelles infrastructures administratives et judiciaires ; la remise des premières nouvelles infrastructures étatiques au Sud Kivu ; et la clôture d'un important programme conjoint pour soutenir le retour et la réintégration au Sud Kivu.

Un autre événement important a été la **Réunion des partenaires de l'ISSSS** à Goma le 15 février 2011, co-présidée par le DSRSG/RC/HC Sarassoro et le Ministre de la Défense Charles Mwando Simba, ce dernier représentant le Vice-Premier Ministre, le Ministre de l'Intérieur et Sécurité (le président du *Comité de Suivi* du STAREC). La réunion a rassemblé des hauts fonctionnaires du gouvernement, des donateurs bilatéraux et des partenaires de mise en œuvre. Elle a engendré plusieurs recommandations dont l'opérationnalisation du **Plan d'action** proposé. L'Unité d'Appui à la Stabilisation et le Secrétariat technique du STAREC suivront la mise en œuvre de ce plan et feront un compte-rendu lors de la prochaine Réunion des partenaires / *Comité de Suivi* en mai 2011.

Il a été clairement souligné pendant la réunion que nous devons continuer à **consolider nos efforts**. Les six « axes stratégiques » sont physiquement ouverts, avec quelques exceptions ; et l'Annexe 2 de ce rapport cartographie quelques 70 infrastructures construites dans le cadre de la composante Restauration de l'Autorité de l'État. Pour garantir que cet investissement est fructueux, il doit être suivi :

- Par le gouvernement : en effectuant tous les déploiements et en complétant les initiatives existantes d'appui à la formation et à l'encadrement des fonctionnaires.
- Par tous les partenaires : avec des évaluations franches, territoire par territoire, de l'impact de cette capacité supplémentaire ; et une approche de l'appui flexible.

Il est également clair qu'il reste d'**importants défis à relever en matière de sécurité**. Les progrès par rapport aux résultats escomptés dans le cadre de la composante Sécurité de l'ISSSS ont été limités. Et la situation à l'Est reste difficile ; cela a retardé ou catégoriquement empêché le déploiement de la police dans certains cas. De récentes évaluations par la MONUSCO et le Haut Commissaire pour les droits de l'homme ont également souligné que la consolidation de la sécurité de la population restera une préoccupation centrale pour l'avenir proche.

Dans ce contexte, la priorité immédiate pour le deuxième trimestre est de définir des **prochaines étapes** réalistes. La structure de coordination du STAREC a produit des plans prioritaires détaillés. Pour la plupart des principales priorités, il existe déjà des fiches de projets : des concepts de projet identifiant les coûts, les modalités de mise en œuvre, et un partenaire de mise en œuvre pour exécuter le travail. Ce travail sera organisé et présenté lors de la prochaine Réunion des partenaires / Comité de Suivi. Une autre priorité urgente est le financement de l'Unité d'appui à la stabilisation (SSU), qui perdra la plupart de ses employés actuels en juin 2011.

Unité d'Appui à la Stabilisation, Avril 2011

2 Contexte politique

1.1 Les Accords du 23 mars (2009)

Par rapport au trimestre précédent, il y a eu quelques développements majeurs lors du premier trimestre. Le *Comité de Suivi* des Accords est resté inactif.

Les principaux développements ont concerné l'**intégration continue d'anciens groupes armés** dans les structures gouvernementales légales.

Forces armées : Les 8ème et 10ème Régions militaires des FARDC (couvrant le Nord Kivu et le Sud Kivu respectivement) ont commencé une réorganisation majeure pendant le premier trimestre. En ce qui concerne les Accords du 23 mars, cela comprenait plusieurs bataillons avec des éléments récemment intégrés. En même temps, la distribution de nouvelles cartes d'identité indiquant les rangs est en cours, tel que confirmé en décembre 2010. À ce jour, le tableau final pour chaque initiative n'est pas clair, bien qu'aucune d'elles ne se soit poursuivie sans incident.

Voir le §4.1 sur la composante Sécurité

Les activités de l'ISSSS dans ce domaine ont été limitées à l'appui logistique. Davantage pourrait être fait dans ce domaine.

Police Nationale Congolaise : suite à la confirmation des rangs de nombreux officiers intégrés en décembre 2010, des discussions se sont poursuivies autour des responsabilités de commandement et opérationnelles, notamment sur le territoire de Masisi au Nord Kivu. Plusieurs petits groupes armés ont continué d'invoquer la partialité de ce processus ; et un manque d'effort en termes de formation, salaires et soutien administratif pour les cadres intégrés.

Voir le §4.2 sur la composante Autorité de l'État

L'ISSSS a joué un rôle d'assistance dans ce processus à travers la remise de nouvelles infrastructures et équipements aux commandements de la police légale; et à travers le rôle de facilitation de MONUSCO UNPOL. Toutefois, un projet de l'ISSSS pour former et affecter administrativement 900 cadres récemment intégrés n'a pas beaucoup avancé au cours du premier trimestre.

En ce qui concerne le **retour des IDP et des réfugiés** : les progrès sur la mise en place de Comités Locaux Permanents de Conciliation (CLPC) prévus par les Accords de Goma ont été marqués. Le gouvernement du Nord Kivu a établi un Groupe d'experts pour piloter l'initiative ; ce groupe a désormais sélectionné sept groupements pour le déploiement de l'initiative et a convenu des Termes de référence et d'un plan de travail.

1.2 Combattants résiduels

Les FARDC ont poursuivi des opérations limitées contre les groupes étrangers armés congolais et étrangers, pendant toute la période de rédaction du rapport. Ces opérations ont été exécutées à différents endroits du Nord Kivu, Sud Kivu, Ituri et

(dans une certaine mesure) le Nord Katanga ; elles ont pour la plupart été réalisées sans le soutien de la MONUSCO.

Le rythme des opérations militaires s'est considérablement ralenti fin février et en mars. Cela est dû aux réorganisations de la 8ème Région militaire (Nord Kivu) et de la 10ème Région militaire (Sud Kivu). Ces réorganisations et les initiatives de formation y associées restent en cours à ce jour.

Combattants congolais

Le GoRDC a poursuivi les **négociations au cas par cas** avec certains combattants résiduels. Les principaux développements ont été l'intégration aux FARDC de 800-900 combattants issus des Forces Républicaines Fédéralistes (FRF) et des Mai-Mai Kapopo, tous deux situés au Sud Kivu.

La situation dans plusieurs autres régions est restée fluide à ce jour, avec des rapports évoluant rapidement. Il existe également un risque d'effets secondaires. Les observateurs ont remarqué une augmentation de la mobilité et de l'agressivité du groupe Mai-Mai Yakutumba à proximité à la suite de l'intégration des FRF ; il y a également des rapports de scissions dans certains groupes quant à l'approche des négociations du gouvernement.

Pour l'ISSSS, ces rapprochements locaux posent un défi stratégique considérable. Un examen attentif des domaines de soutien appropriés et faisable est nécessaire. Plus particulièrement :

Voir le §4.1 sur la composante Sécurité

- Il n'y a actuellement aucun cadre pour la démobilisation et la réintégration des combattants, l'intégration dans les forces de sécurité étant la principale option disponible. (L'initiative de Désarmement et Démobilisation (DD) lancée dans le cadre de l'ISSSS a été suspendue en mars sur demande du gouvernement.)

Voir le §4.2 sur la composante Autorité de l'État

- L'intégration d'anciens combattants posera des problèmes pour les institutions gouvernementales militaires et civiles similaires à ceux rencontrés dans le cadre des Accords du 23 mars, bien que de moindre envergure.
- Dans de nombreux cas, il existe des tensions de longue date en matière de gouvernance locale et de relations avec les niveaux territoriaux et provinciaux. Cela doit être intégré au travail fait avec l'administration civile.

Combattants étrangers

En ce qui concerne les FDLR, les secteurs d'intervention du groupe sont restés à peu près les mêmes au cours du premier trimestre. Toutefois, il y a eu une **reprise significative des attaques** sur les civils en février et début mars. La plupart des observateurs ont attribué cela à une réduction de la pression opérationnelle exercée par les FARDC en connexion avec la réorganisation des 8ème et 10ème Régions militaires. Les niveaux de violence relevés au 31 mars 2011 sont retombés aux niveaux de fin 2010.

L'approche par rapport au groupe est restée la même : la pression militaire exercée par les FARDC, à travers l'usure et en tant que catalyseur de la force d'attraction du rapatriement au Rwanda à travers la section DDR/RR de la MONUSCO. À cet

égard, des discussions ont eu lieu au cours du premier trimestre avec la Banque Mondiale pour un soutien financier à travers le Programme transitoire de démobilisation et de réintégration (TDRP).

Un problème qui risque d'émerger au second trimestre pourrait être celui des négociations pour la relocalisation des éléments des FDLR, comme l'indiquent certains médias.

Visite d'une caserne des FARDC à Bukavu, Sud Kivu

Remise du Commissariat de police à Rutshuru, Nord Kivu*

Réduction des conflits communautaires, Sud Kivu

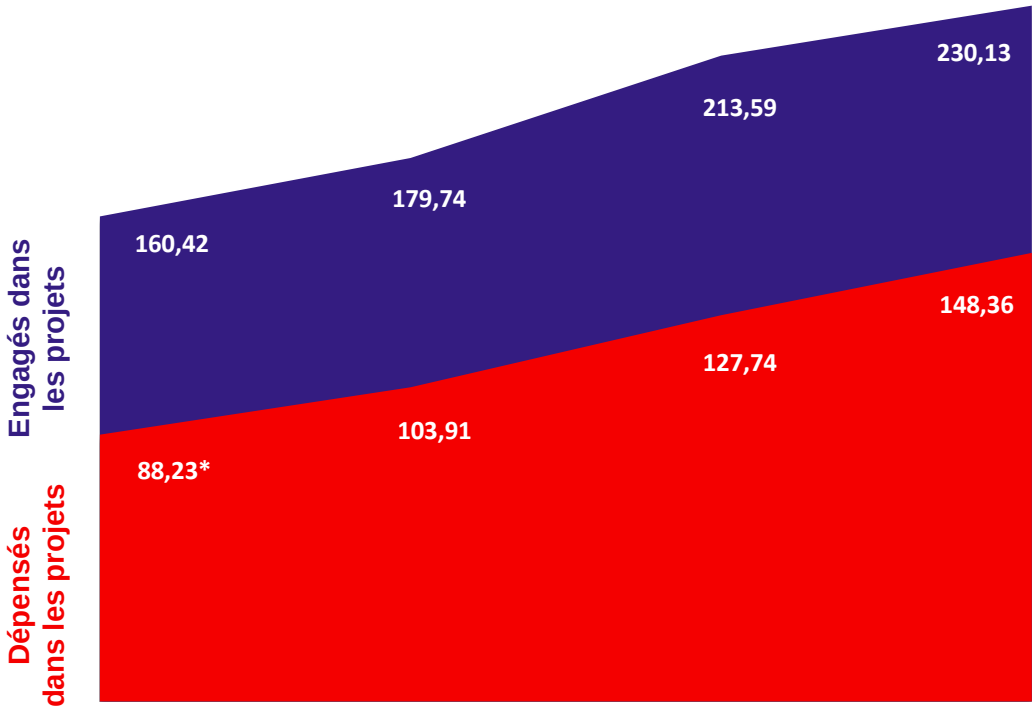
Soutien de la productivité agricole, Ituri

* de gauche à droite : Ambassadeur van Embden des Pays-Bas ; DSRSG/RC/HC Fidele Sarassoro ; Chef de Bureau MONUSCO (Nord Kivu) Hiroute Guebre-Sellassie ; Inspecteur général de la police ad interim Gen. Bisengimana ; Inspecteur Provincial pour le Nord Kivu Col. Bazenge.

3 Aperçu du Programme

Au 31 mars 2011, le portefeuille total de l'ISSSS s'élevait à **230,13m USD.** Cela représente une augmentation de **16,54m de $** au cours du premier trimestre.

Fonds des programmes de l'ISSSS
(USD, millions)



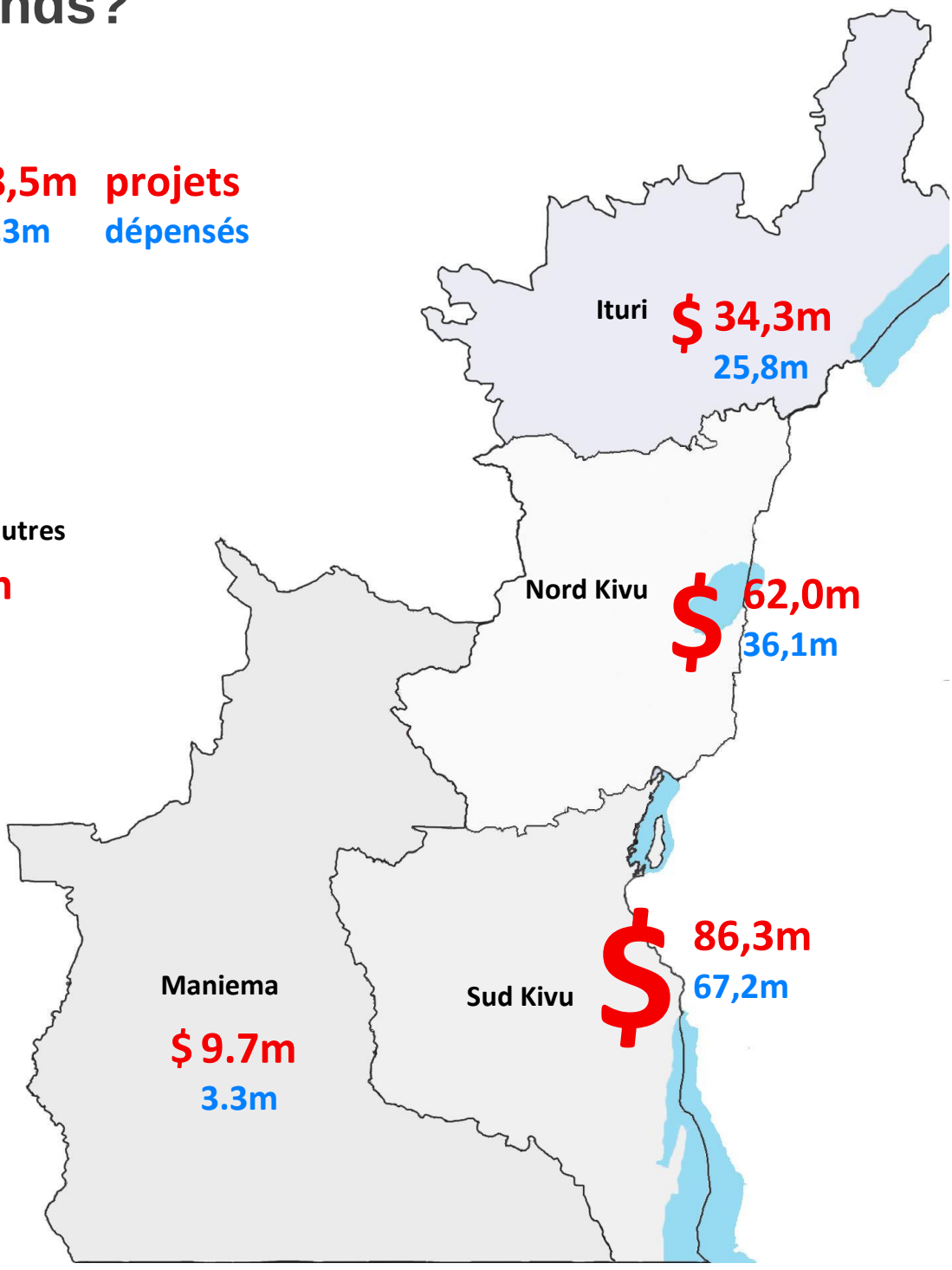
* Estimation des dépenses ; les données n'étaient pas disponibles pour cette période.

La croissance du financement a été justifiée par l'alignement de 8,4m de $ de projets avec la composante Violence sexuelle, ainsi qu'un nouveau projet dans le cadre des composantes Sécurité et Autorité de l'État.

… Où sont dépensés les fonds?

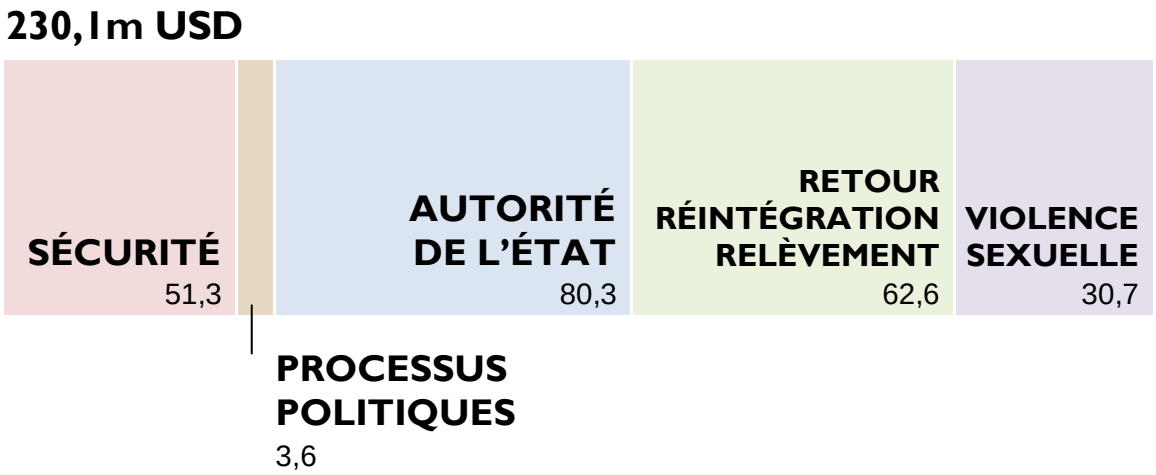
TOTAL :

USD 228,5m projets
148,3m dépensés



Régional et autres
$ 37,9m
16,0m

…et dans quel domaine ?



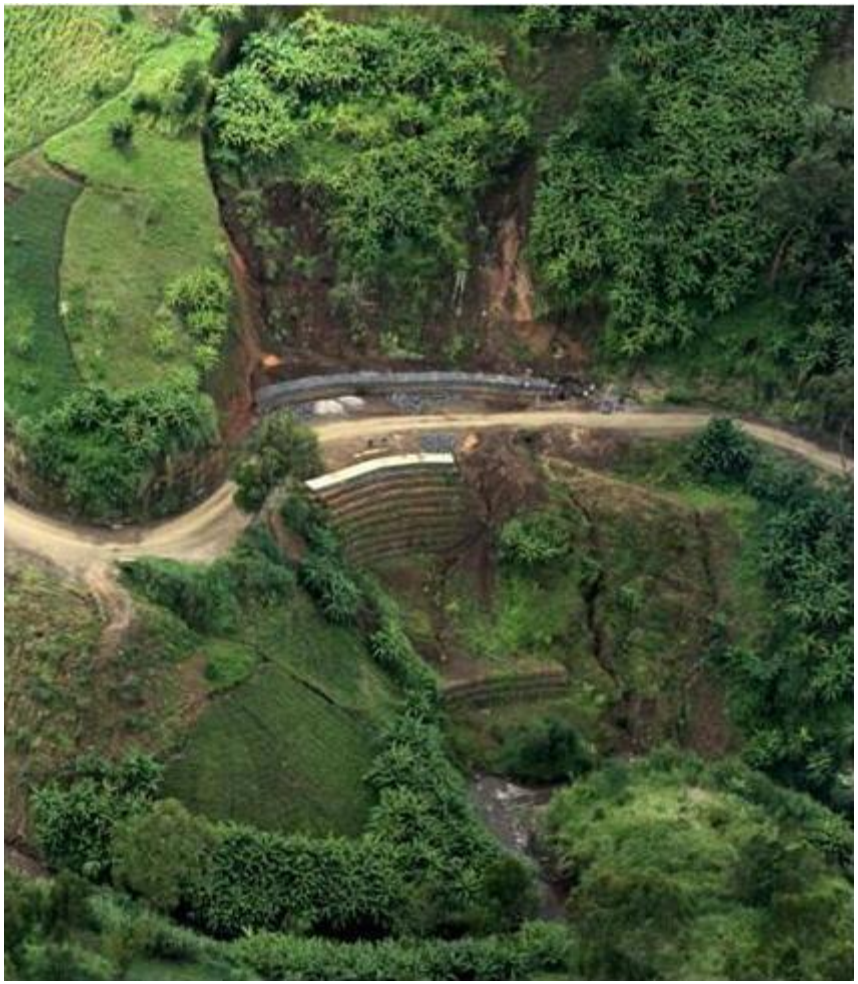
Observation sur l'allocation des ressources

Premièrement : La composante sécurité continue de manquer de ressources par rapport au plan. La séquence prévue dans le Cadre Programmatique Intégré de l'ISSSS envisage que les dépenses se fassent au préalable dans la composante Sécurité afin de remanier tandis que la situation sécuritaire s'améliore. Les dépenses réelles représentent 22 % du financement après deux ans, la plus grande partie étant attribuée aux casernes du Sud Kivu et d'Ituri.

Dans le Nord Kivu par exemple, le budget des projets sécuritaires est de 6m de $, soit seulement 10 % du total pour la province. Cela doit nous donner matière à réflexion alors que cette province est la moins sûre du pays.

Deuxièmement : Les programmes continuent de se concentrer sur les régions de Kivu et Ituri, avec 85 % des programmes se situant dans ces zones. Cela retrace les ambitions originales de l'ISSSS, plus particulièrement les six « axes stratégiques » dans les territoires politiquement sensibles.

En même temps, la Réunion des partenaires de l'ISSSS a souligné un important problème émergent : quel soutien financier devrait être alloué aux autres provinces du STAREC ? La planification des priorités dans les provinces Orientale (Haut et Bas-Uele) et Maniema a créé un point d'entrée pour l'engagement, avec des structures de coordination en place et des propositions de projet développées. Mais ceci coexiste avec le besoin de consolider l'impact dans les principales zones cibles.



Axe Sake-Masisi
Nord Kivu

57 km : réhabilités par l'UNOPS en utilisant les entrepreneurs locaux avec un appui essentiel du contingent d'ingénierie d'Afrique du Sud de la MONUSCO

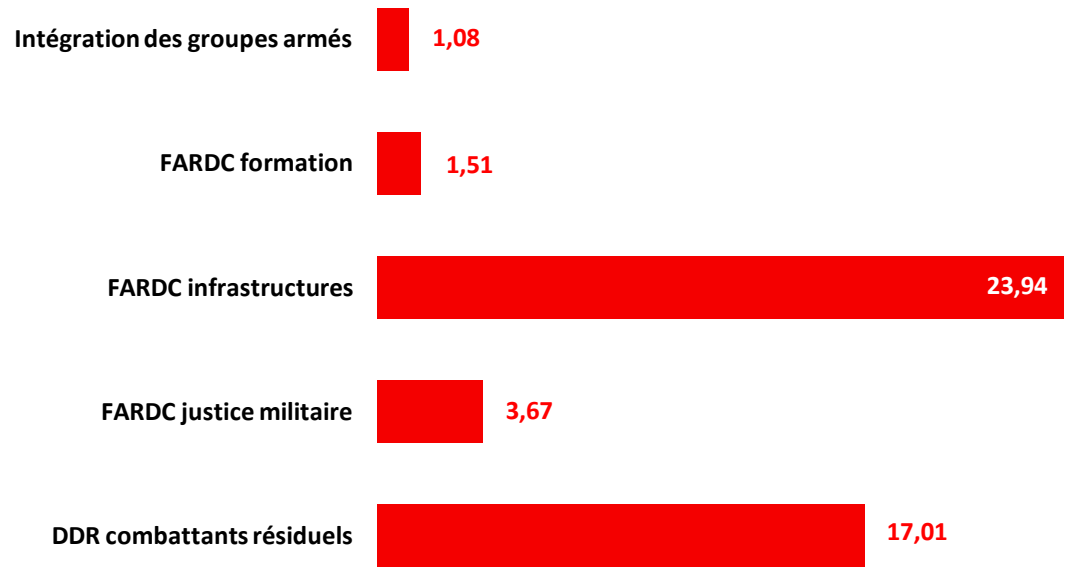
4.1 Sécurité

Les menaces à la vie, à la propriété et à la liberté de mouvement ont diminué

L'objectif de sécurité est soutenu par cinq domaines de résultat. Ils se rapportent à l'intégration des combattants issus d'anciens groupes armés ; les capacités institutionnelles des Forces Armées de la RDC (FARDC) ; et la démobilisation et la réintégration des combattants résiduels.

Allocations totales aux projets : 51,26m USD

L'appui aux projets est divisé entre les résultats ISSSS escomptés comme suit (tous les montants sont en millions de dollars US) :[1]



Principales contributions de la MONUSCO :

- Fourniture d'un environnement stable à travers des activités régulières de la Force de la MONUSCO, et directement au travers des escortes et (*in extremis*) la protection des sites pour les partenaires de mise en œuvre.
- Coordination des activités de DDR et DDR/RR ; exécution de DDR/RR.

Nouveaux projets

3,99m PNUD

Réintégration communautaire des éléments résiduels dans le Nord et le Sud Kivu

Financement supplémentaire pour le programme de réintégration communautaire existant du PNUD (SEC-006). Pour soutenir le développement du programme pour 2 500 combattants résiduels supplémentaires dans les Kivus.

[1] De plus, il existe un fond de réserve de 4 054 054 USD pour le soutien logistique de la MONUSCO.

Évaluation pour le premier trimestre

La sécurité de la population reste préoccupante. Le dernier Rapport du Secrétaire Général sur la MONUSCO résume la situation de la manière suivante :

> Je continue d'être profondément préoccupé par les niveaux élevés d'insécurité, de violence et de violations des droits de l'homme qui touchent la population de la République démocratique du Congo, particulièrement dans les zones de conflit de la partie orientale du pays. Les pillages, les viols, le travail forcé et les vols sont le lot quotidien des habitants.
> [S/2011/020 (2011), para 75]

Les tendances sous-jacentes à cette évaluation générale des secteurs clés de l'ISSSS par rapport au trimestre dernier sont les suivantes :

NK	**Détérioration**

Les régions les plus préoccupantes restent les mêmes : Rutshuru, Lubero, et la région frontalière de Masisi/Walikale. Il y a eu une nette augmentation des attaques par les FDLR et certains groupes locaux en février et début mars.

SK	**Amélioration**

Les attaques des FDLR à Kalehe et Mwenga ont diminué par rapport aux niveaux de fin 2010, même si elles sont toujours fréquentes. Néanmoins, il y a eu un pic de violence notable sur le territoire Fizi en janvier / février avec plusieurs atrocités de masse attribuées aux FDLR et aux FARDC.

IT	**Détérioration**

La violence en Ituri reste relativement faible par rapport au Nord ou au Sud Kivu. Les attaques de la milice ont toutefois visiblement augmenté sur le territoire d'Irumu, et une augmentation préoccupante de la violence intercommunale a été constatée en Irumu, Aru et Mahagi.

Pendant le premier trimestre, une sécurité médiocre a interféré avec la séquence prévue des activités de l'ISSSS dans certaines régions. Plus particulièrement : les déploiements de la police à Kinyandoni dans le Rutshuru (NK) ont été reportés pendant le trimestre de par l'activité des FDLR ; et les déploiements planifiés de police non-originaire dans les territoires de Kalehe et Fizi dans le Sud Kivu sont également retardés. Il faut également souligner que cinq des six axes de l'ISSSS restent classés comme « routes rouges » par l'ONU, ce qui signifie qu'une escorte militaire de la MONUSCO est requise.

Voir le §4.2 sur la composante Autorité de l'État

Sous-tendant ceci : il y a eu une activité limitée dans le cadre des résultats d'appui de l'ISSSS. La principale activité pendant le premier trimestre a été un travail d'infrastructure (casernes permanentes, un camp d'entraînement) pour les FARDC, et la poursuite des projets de réintégration existants pour les anciens combattants.

L'appui prévu à la justice militaire et à la capacité opérationnelle des FARDC est resté au stade embryonnaire ; ainsi qu'une initiative planifiée de Désarmement et de Démobilisation n'a pas vu le jour.

Progrès par rapport aux résultats escomptés de l'ISSSS

Progrès satisfaisants Mitigés/inégaux Aucun / négatifs

Intégration durable des groupes armés

Les FARDC ont commencé une réorganisation majeure des 8ème et 10ème Régions militaires pendant ce trimestre, avec des implications pour de nombreux éléments intégrés suite aux Accords du 23 mars. La distribution des nouvelles cartes d'identité et uniformes aux FARDC a également eu lieu, suite à l'Ordonnance Présidentielle de décembre 2010 confirmant les rangs de certains éléments intégrés. Des difficultés locales ont été rapportées mais à ce jour, aucun incident majeur n'est à déplorer.

En même temps, il y a une nouvelle vague de cas à traiter, avec l'intégration aux FARDC de 800-900 éléments issus des FRF et des Mai-Mai Kapopo dans le Sud Kivu.

L'implication de l'ISSSS en matière d'intégration a été limitée pendant le premier trimestre à un soutien logistique mineur.

Meilleure efficacité et discipline des FARDC

Le principal obstacle reste le manque d'appui cohésif pour les FARDC. L'appui des projets de l'ISSSS aux FARDC est **principalement destiné aux casernement**, pour un coût de 6-7m de $ par bataillon. Sur une logique numérique, ces infrastructures couvriront moins de 10 % des éléments des FARDC à l'Est. Sur une logique spatial, elles représentent sept positions fixes dans une zone de près de 200 000 km², soit une surface légèrement plus petite que le Royaume-Uni. Des travaux de réhabilitation d'un centre de formation dans la Province Orientale sont également en cours, mais aucun plan concret quant à son utilisation n'a encore été décidé.

En ce qui concerne la **conduite et la discipline** : des observateurs externes continuent de souligner un niveau élevé de violations et n'ont pas encore constaté d'amélioration récente. En témoignent, par exemple, les plus récents rapports du Bureau du Haut Commissaire pour les droits de l'homme (A/HRC/16/27 para 70) ; des experts du Conseil des droits de l'homme (A/HRC/16/68 paras 5-12) ; et du Secrétaire Général sur la MONUSCO (S/2011/020 para 75).

Un nouveau projet visant à établir des Cellules d'Appui à la Poursuite militaires dans l'Est (voir le dernier Rapport trimestriel) en est encore à sa première phase de recrutement du personnel.

Démobilisation des combattants résiduels

Il n'y a eu aucune activité significative au cours du premier trimestre. Leur nombre total est resté stable : environ 4 900 combattants démobilisés, dont 2 600 enrôlés dans des projets de réintégration communautaire. Les programmes de DDR sont commentés en détail à la page suivante.

Désarmement, Démobilisation et Réintégration (DDR)

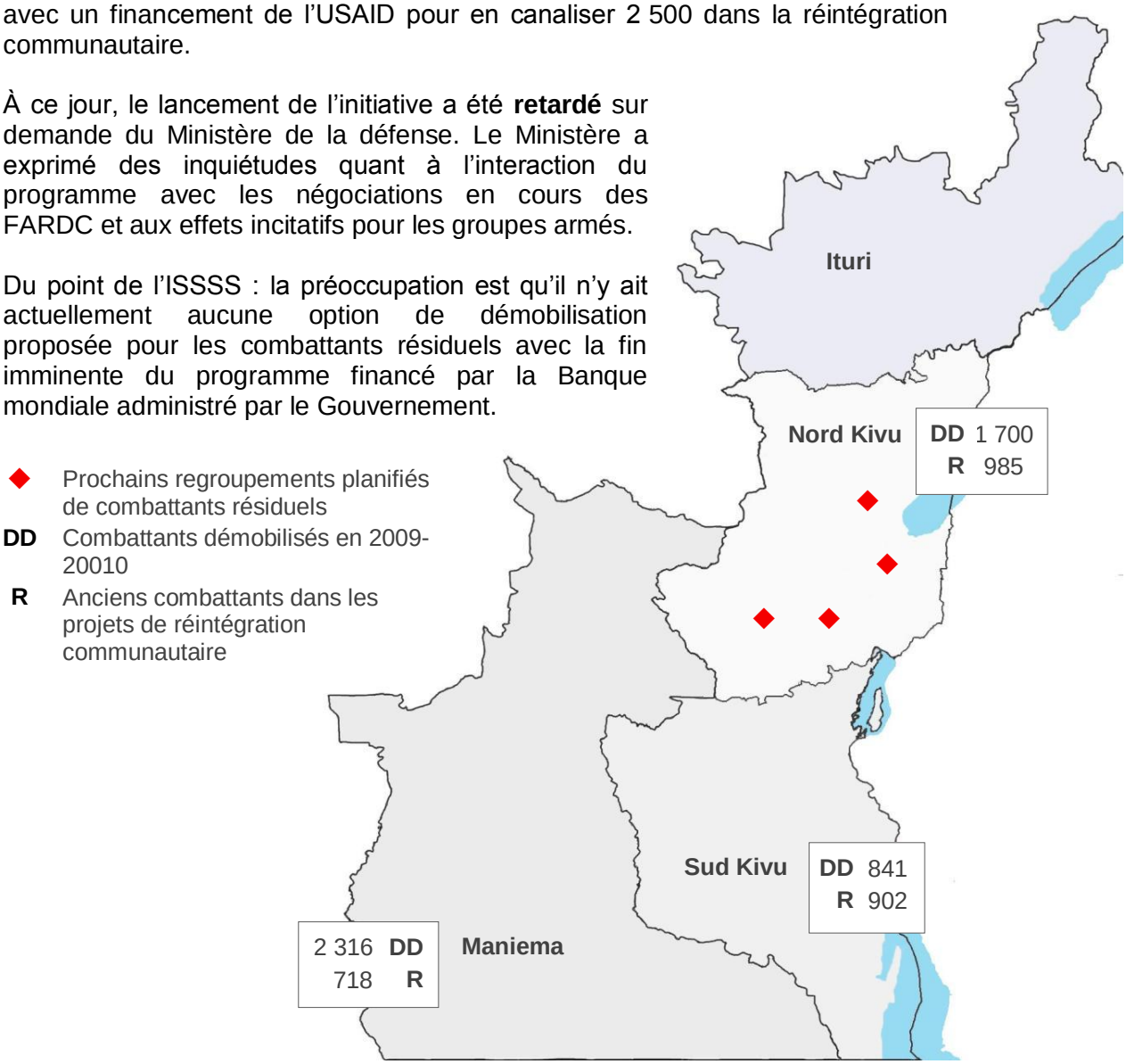
À ce jour, **4 900** combattants ont été démobilisés dans le cadre de l'ISSSS, dont **2 600** ont été enrôlés dans des projets de réintégration communautaire du PNUD. Ces anciens combattants sont divisés entre le Nord Kivu, le Sud Kivu et le Maniema.

La réintégration se concentre sur l'enseignement du commerce et la fourniture d'équipements de base ou de microcrédits. Les membres vulnérables des communautés locales sont également ciblés afin de favoriser l'acceptation sociale des anciens combattants, bien qu'un rapport planifié de 1:1 n'ait pas été respecté de par les problèmes de financement.

Une nouvelle initiative de Désarmement et de Démobilisation (DD) de l'ISSSS vise **4 000** combattants congolais supplémentaires dans les Kivus et Maniema, avec un financement de l'USAID pour en canaliser 2 500 dans la réintégration communautaire.

À ce jour, le lancement de l'initiative a été **retardé** sur demande du Ministère de la défense. Le Ministère a exprimé des inquiétudes quant à l'interaction du programme avec les négociations en cours des FARDC et aux effets incitatifs pour les groupes armés.

Du point de l'ISSSS : la préoccupation est qu'il n'y ait actuellement aucune option de démobilisation proposée pour les combattants résiduels avec la fin imminente du programme financé par la Banque mondiale administré par le Gouvernement.



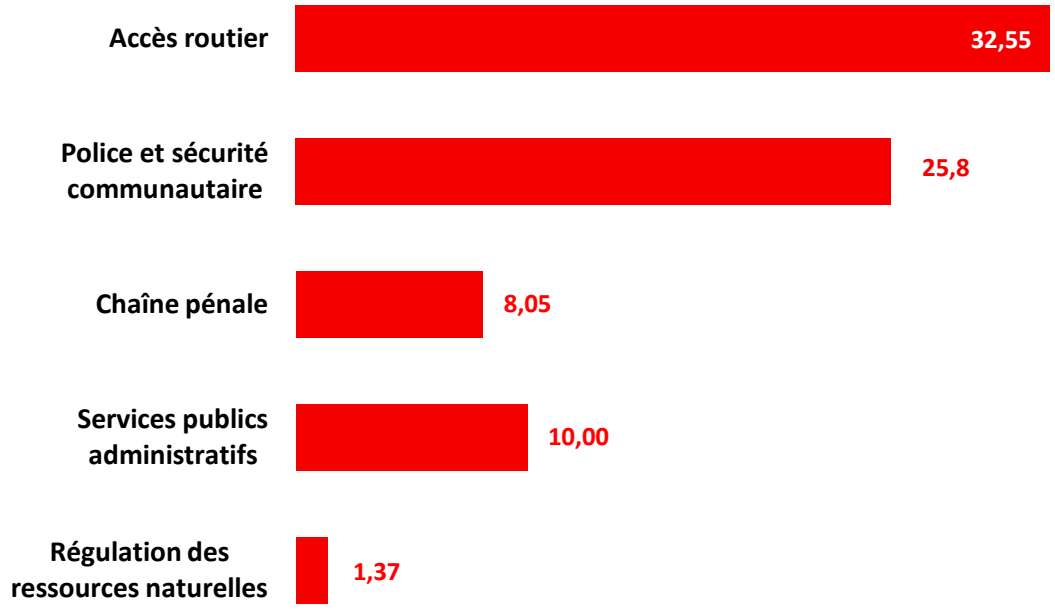
4.2 Restauration de l'autorité de l'État

Les principales fonctions de l'État sont restaurées dans les zones sensibles.

La composante Autorité de l'État renforce les institutions gouvernementales dans les zones géographiques où elles ont historiquement été faibles, notamment les zones récemment récupérées des groupes armés. Les travaux se concentrent sur cinq secteurs clés : les routes publiques, le maintien de l'ordre, les institutions pénales, la gouvernance locale et la régulation des ressources naturelles.

Allocations totales aux projets : 80,34m USD

L'appui aux projets est divisé entre les résultats ISSSS escomptés comme suit (tous les montants sont en millions de dollars US) :[2]



Principales contributions de la MONUSCO :

- Les contingents d'ingénierie de la MONUSCO ont travaillé à la réhabilitation mécanisée de deux des six axes stratégiques et ont commencé des travaux d'urgence sur un troisième. Une reconnaissance particulière doit être accordée aux contingents uruguayens, chinois, bangladeshi et sud-africains.
- Un rôle technique important pour la police (UNPOL) ; justice criminelle (État de droit et secteur pénitentiaire) ; et gouvernance des ressources naturelles (JMAC). Par ailleurs, les Affaires civiles codirigent avec le PNUD les services administratifs.

[2] De plus, un fonds de réserve de 2 702 703 USD pour le soutien logistique de la MONUSCO.

Nouveaux projets

2,93m OIM

Renforcement de la police dans l'Ituri, dans la lutte contre les violences sexuelles

Un projet pour 2010-11, aligné avec l'ISSSS à la demande de l'USAID et de l'OIM, dont les principaux résultats du projet comprennent :

- Des travaux d'infrastructure, notamment l'élargissement d'un centre de formation à Bunia et huit établissements policiers dans des zones mal desservies.
- Fourniture d'équipements pour renforcer la capacité de la police dans ces zones.
- Formation pour les instructeurs de police et spécialistes dans la lutte contre les VS.

Évaluation du premier trimestre

La fourniture d'infrastructures de l'ISSSS est désormais bien engagée. Les annexes 1-2 cartographient un total de 69 infrastructures réalisées dans le cadre de la composante Autorité de l'État. Près de 600 agents formés sont en place dans ces localités, que ce soit des *non-originaires* déployés depuis l'extérieur des zones cibles ou des cadres existants qualifiés à travers un programme de formation de base.

Les principales contraintes pour la réalisation des objectifs planifiés au cours du premier trimestre ont été liées aux services et équipements sociaux, et plus particulièrement le déploiement / la formation du personnel.

(1) **Sécurité médiocre** dans certaines régions. Plus particulièrement, le gouvernement a mentionné une sécurité médiocre de par des retards dans les déploiements planifiés de police dans le Nord Kivu (30 éléments) et le Sud Kivu (270 éléments).

(2) Indisponibilité de **magistrats**. Deux tribunaux de paix sont actuellement vacants ; les partenaires gouvernementaux ont indiqué que la formation du personnel a récemment commencé au niveau du Kinshasa.

Réalisations passées : la prochaine étape pour les localités soutenues est de définir des **points de référence ciblés** dans les régions où des fonctionnaires ont été déployés. C'est une condition nécessaire pour guider l'appui futur et suivre l'impact sur la situation au niveau stratégique. (Voir ci-dessous les points de référence prévus.)

Au niveau stratégique, S/RES/1925 (2010) autorise des évaluations communes, réalisées par le gouvernement/l'ONU, de la consolidation de l'autorité civile, et plus particulièrement la police, l'administration territoriale et les institutions étatiques. Nous espérons intégrer les résultats dans une version publique du Scorecard de l'ISSSS.

Intégration des anciens groupes armés

La mise en œuvre des Accords du 23 mars a progressé lentement sans avancées ou reculs majeurs. Plus particulièrement pendant le premier trimestre :

- Les discussions se sont poursuivies sur la chaîne de commandement de la police tandis que plusieurs groupes armés se sont plaints du fait que leurs intérêts continuent d'être ignorés.
- Des poches d'administration parallèle (civile et policière) ont persisté dans certaines régions du territoire de Masisi.

L'ISSSS apporte sa contribution à cette région à travers la remise d'infrastructures et d'équipements aux autorités légales au niveau local ; et à travers la facilitation ad hoc par la police de l'ONU et les Affaires civiles de la MONUSCO. Il est toutefois clair que l'**intégration reste un problème central**, et un appui plus structuré au programme pourrait être approprié.

Hors du cadre des Accords du 23 mars, il faut également souligner que l'intégration des groupes tels que les FRF a créé de nouvelles « recrues » pour l'intégration. Dans le cas des FRF, cela a inclus le transfert de 40 éléments pour une courte formation au centre de formation Jules Moke à Bukavu.

Progrès par rapport aux résultats escomptés

Progrès satisfaisants | Mitigés/inégaux | Aucun / négatifs

Accès par la route aux principales régions

Les six axes stratégiques de l'ISSSS restent physiquement ouverts, avec deux exceptions partielles dans le territoire d'Irumu (Ituri) et dans le nord du territoire de Fizi (Sud Kivu). Les travaux sont toujours en cours pour deux axes : Miti-Hombo et Bukavu-Shabunda (SK).

Cela permet l'accès à la Force de la MONUSCO et aux forces de sécurité du gouvernement le long des axes stratégiques. Les routes sont également ouvertes pour tous les travaux d'autorité de l'état planifiés, à l'exception de Minembwe dans le Sud Kivu et des deux Centres de Négoce dans le territoire de Walikale du Nord Kivu. Le principal problème qui émerge pour les routes est lié aux « software » : le système de péages et de maintenance pour garantir la durabilité des travaux de réhabilitation. Un effort pilote pour cartographier les capacités du gouvernement dans ce domaine est en bonne voie dans le Sud Kivu.

Police et sécurité communautaire

Trois infrastructures ont été remises à la Police Territoriale, amenant le total à quatre. Sept autres infrastructures sont terminées et leur remise est en instance. Plusieurs infrastructures ont également été remises à la Police frontalière, notamment un centre de formation nautique dans l'Ituri et des postes-frontières dans l'Ituri, le Nord Kivu et le Sud Kivu.

Elles représentent des étapes importantes. Toutefois, deux facteurs majeurs ont limité leur impact au cours du premier trimestre :

- Sécurité médiocre : Une importante activité des FDLR a bloqué le déploiement de la police dans une nouvelle infrastructure à Kinyandoni (Rutshuru, NK), et a considérablement limité les activités de la police dans les localités cibles voisines.
- Déploiements retardés : L'infrastructure remise à Walungu n'a pas assez d'agents (18 agents sur 60 sont en place), en attente du déploiement prévu du gouvernement de 270 éléments dans le Sud Kivu.

Dans le cadre des Accords du 23 mars, les discussions se sont poursuivies sur les responsabilités de commandement et administratives des éléments intégrés sans connaître d'avancées ou de reculs majeurs. Ce problème est intégré aux discussions sur la remise et l'utilisation des nouvelles infrastructures et équipements.

Il reste également de besoins pour la **formation basique des éléments récemment intégrés**, avec des estimations mentionnant 5 500 cadres. Une initiative de l'ISSSS de former 900 de ces éléments n'a matériellement pas progressé au cours du premier trimestre, les révisions du projet étant toujours en cours de discussion avec les autorités policières au niveau du Kinshasa.

Système de justice criminelle

Le premier nouveau tribunal de paix a été remis dans le Sud Kivu, un autre est terminé et devrait être prochainement remis. Il y a toutefois d'importants retards dans le déploiement des magistrats, les rapports mentionnant que la formation vient tout juste de commencer malgré la période de deux ans ayant été nécessaires pour construire les infrastructures.

Pour les institutions pénitentiaires, trois prisons ont été construites au total mais ne disposent pas encore de personnel.

Services administratifs fondamentaux

Les premières nouvelles infrastructures de l'administration civile construites dans le cadre de l'ISSSS ont été remises à Rutshuru et Masisi (NK), et à Walungu (SK). Huit autres infrastructures sont terminées et leur remise est en instance.

Des activités d'évaluation liées à la remise de ces infrastructures ont indiqué de **graves lacunes en matière de personnel**. La vérification physique dans le Sud Kivu indique que le personnel régularisé administrativement atteint 65 % des exigences et que les efforts de formation dans le cadre de l'ISSSS ont seulement atteint 35 % des exigences. Ces résultats doivent permettre d'orienter les prochaines étapes en matière de personnel.

Gouvernance des ressources naturelles

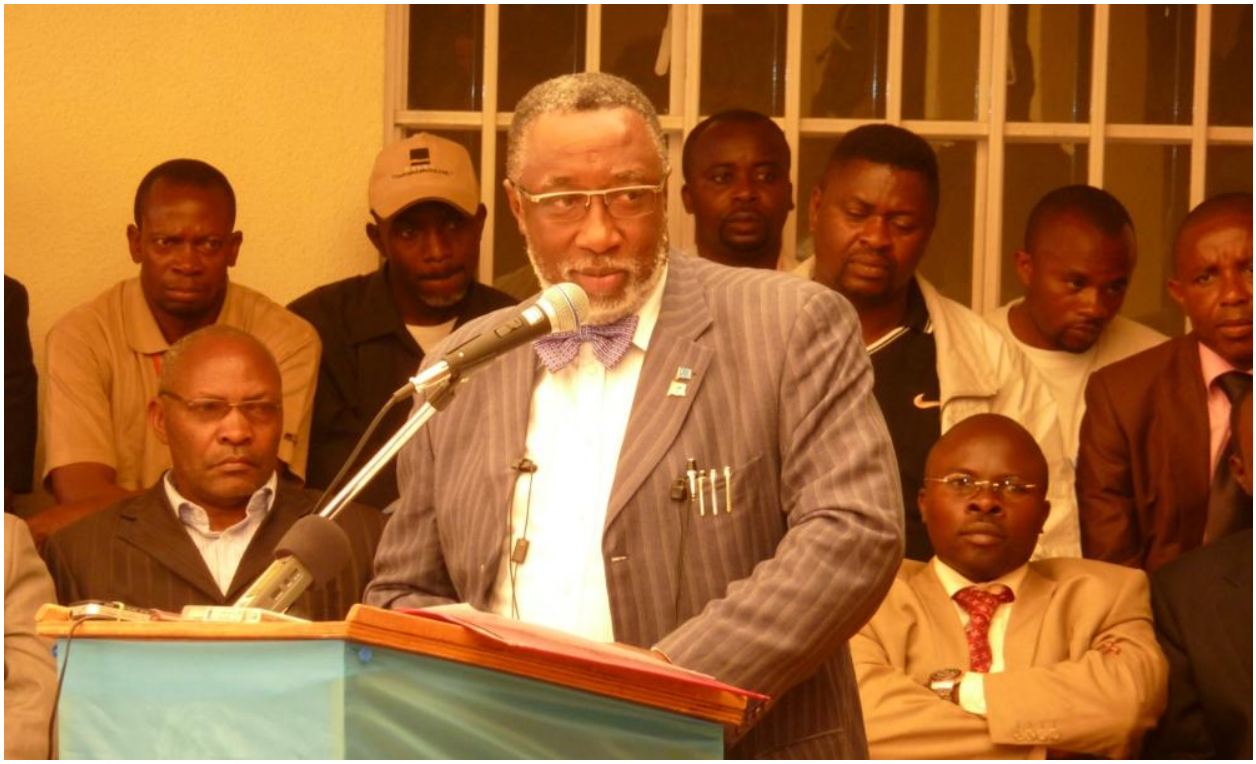
Le moratoire sur l'exploitation minière dans les Kivus et Maniema a été levé le 10

mars 2011 après cinq mois. L'activité minière a rapidement repris par la suite.

Dans le cadre de l'ISSSS, deux Centres de Négoce ont été terminés au cours de ce trimestre. Des discussions sont en cours sur les conditions nécessaires à leur fonctionnement efficace. Plus particulièrement :

- Certification d'exploitation minière dans la zone de captage des mines
- Mesures pour sécuriser les sites ; et
- Sensibilisation de la population aux procédures.

Les travaux sur les deux sites restants dans le territoire de Walikale dans le Nord Kivu ont été considérablement retardés de par les extrêmes difficultés logistiques dans cette région.



Gouverneur du Sud Kivu Marcellin Cishambo lors de la cérémonie d'inauguration (24 mars 2011)

« Appropriez-vous »

Remise d'infrastructures étatiques à Walungu, Sud Kivu

UNOPS

Le 24 mars 2011, une cérémonie d'inauguration a marqué la remise de trois nouvelles infrastructures à Walungu, dans le Sud Kivu : pour l'Administration territoriale, la Police territoriale et les Affaires judiciaires.

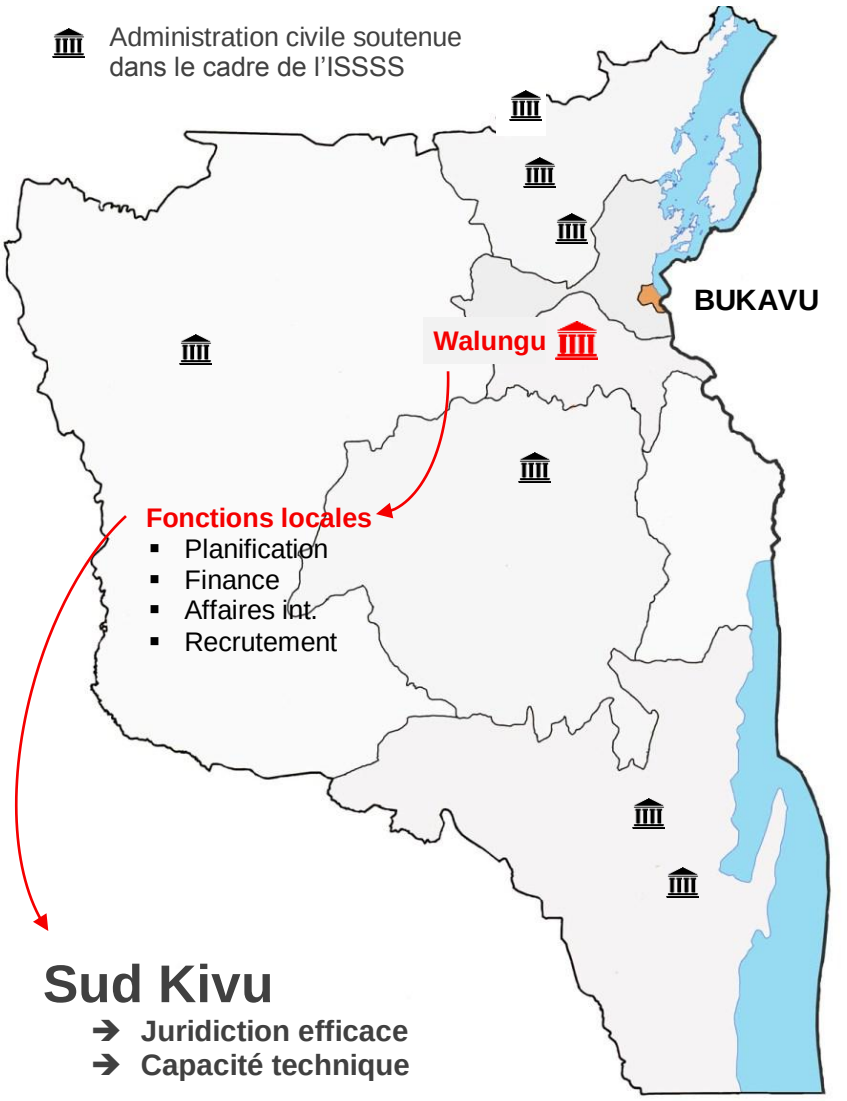
Dans ses remarques, le gouverneur Marcellin Cishambo a souligné qu'il était temps de passer du concept de « débrouillez-vous » à celui de « appropriez-vous », traduisant la gouvernance locale et le renforcement de l'engagement civique.

Ces trois infrastructures sont les premières à être remises dans le Sud Kivu dans le cadre du STAREC / ISSSS. Walungu marque le début de l'axe prioritaire Bukavu-Shabunda reliant l'ouest de la province. Son importance politique a été notée dans l'Évaluation stratégique 2010 pour l'ISSSS, qui indiquait qu'elle avait « progressé au point où une stratégie d'édification de l'État est à la fois appropriée et nécessaire. »

En même temps, Walungu souligne les problèmes en cours dans le cadre de la composante Autorité de l'État. Le nouveau commissariat de police est en sous-effectif, avec 16 agents déployés sur les 60 prévus. Et les magistrats ne sont pas encore disponibles dans le tribunal de paix, en attente des affectations au niveau national.

Prochaines étapes pour l'autorité de l'État

La page précédente décrivait la remise de nouvelles infrastructures à Walungu, Sud Kivu. Cela marque un point de transition clé : dans cette localité, nous devons désormais nous concentrer sur l'efficacité plutôt que les infrastructures et les équipements. Pour l'administration décentralisée : un ensemble de **points de référence pour les partenaires** ont été proposés aux partenaires du gouvernement.



Les points de référence définissent des résultats escomptés pour quatre fonctions clés de la gouvernance décentralisée : planification, finance, affaires intérieurs et recrutement.

Des partenaires internationaux soutiendront le gouvernement provincial pour évaluer chacun de ces domaines de façon trimestrielle.

Les objectifs immédiats sont de renforcer les **liens** entre les niveaux locaux et provinciaux et de collecter des **données** pour calibrer tout appui supplémentaire de l'ISSSS.

Des points de référence locaux seront également une composante fondamentale pour les évaluations au niveau stratégique ; pour les territoires et les provinces. Ils seront fondés sur l'expérience avec les trois Évaluations communes du gouvernement et de la MONUSCO réalisées en 2010-11.

4.3 Retour, réintégration et relèvement

Assurer un retour et une réintégration socio-économique durables des déplacés internes et refugiés dans leurs milieux d'origine et contribuer à la relance économique locale.

Les partenaires ont souligné les développements suivants pendant ce trimestre :

UNICEF
FAO
PNUD

Clôture d'un projet conjoint majeur dans le Sud Kivu

Un programme commun majeur pour faciliter le retour des personnes déplacées et la réintégration communautaire dans le Sud Kivu s'est terminé le 31 mars 2011 après deux ans d'activité. Le programme se concentrait sur les territoires de Walungu et Kalehe le long des axes prioritaires de l'ISSSS, complétant les travaux d'autorité de l'état dans ces régions. (La partie Walungu du programme est détaillée à la page suivante.)

Le programme s'articulait autour de trois objectifs : la relance économique et la prévention des conflits (PNUD) ; la sécurité alimentaire et la productivité agricole (FAO) ; et la restauration des services sociaux de base (UNICEF). Voici quelques-uns des points clés du programme :

- Projets générateurs de revenus couvrant 6 800 familles.
- Établissement de 250 Comités de développement villageois et renforcement de leurs capacités.
- Formation et équipements pour améliorer et diversifier les pratiques agricoles de quelques 10 800 familles.
- Construction de 81 salles de classe, 9 centres de santé et un service de maternité.
- Programmes d'éducation pour la paix en partenariat avec Search for Common Ground et travaux pour sécuriser les titres fonciers.

Activités dans le cadre des projets en cours

MSI

Promotion de la stabilisation et réintégration communautaire

- Extension de 29 subventions financières aux communautés dans le NK et le SK ; et la conclusion de 10 subventions existantes.
- Formation à la résolution des conflits (avec UNHABITAT) pour 80 chefs coutumiers de Masisi et Rutshuru (NK).
- Poursuite du travail avec 22 structures de paix et 29 Comités de développement villageois établis en 2010 dans le NK et le SK.

Assistance aux retournés : Le programme élargi d'assistance aux retournés (PEAR+) de l'UNICEF a conclu des activités dans l'Ituri fin mars. Le budget total du programme a été évalué à 4,65m de $, il a été exécuté par COOPI pour une population cible de 102 000 personnes. Voici quelques-uns des points clés :

- Réhabilitation de 8 centres de santé, 82 salles de classe et 34 sources d'eau.

- Établissement de 8 réseaux de protection de l'enfance et de 8 centres pour les femmes.
- Formation de professionnels de la santé et de 159 professeurs.

Retour et réintégration à Walungu

UNICEF
FAO
PNUD

En mars 2011, un important projet du FAO-PNUD-UNICEF a pris fin dans le Sud Kivu après 21 mois d'activité. Le projet de 12m de $ visait les axes prioritaires de l'ISSSS dans les territoires de Kalehe et Walungu, avec l'objectif de jeter les bases d'une reprise et d'un développement socio-économiques.

Lors du lancement du projet dans le territoire de Walungu, l'OCHA a classé **486 100 personnes comme des retournés récents**. Le programme cherchait à consolider et soutenir le retour des populations à travers trois domaines d'intervention :

- Soutien des moyens d'existence et réduction des tensions communautaires, dirigé par le PNUD.
- Production agricole, dirigé par la FAO, notamment la mise en place de bonnes pratiques agricoles et la réhabilitation de l'infrastructure rurale.
- Services sociaux, dirigé par l'UNICEF, en mettant l'accent sur la santé, l'hygiène et l'éducation.

Le programme a été accompagné d'efforts pour renforcer la police, l'administration civile et le judiciaire. (voir §4.2.)

Les mouvements de population se sont stabilisés pendant le projet et les déplacements dans le territoire Walungu sont restés faibles : environ 26 710 personnes en date de décembre 2010. C'est un véritable succès sur une période où les déplacements dans le Sud Kivu ont par ailleurs atteint entre 537 000 et 752 000.

4.4 Lutte contre les violences sexuelles

Garantir une réponse coordonnée de tous ceux impliqués dans la lutte contre les violences sexuelles, dans la mise en œuvre d'une Stratégie globale pour combattre la violence sexuelle, dans l'optique de lutter contre l'impunité et d'améliorer la prévention et la réactivité.

Coordonnée par : Unité violence sexuelle de la MONUSCO

La stratégie s'articule autour de cinq sous-composantes, mises en place à travers les organisations de l'ONU et leurs partenaires locaux et internationaux.

Composante	Chef de file	Fonds alignés
Lutte contre l'impunité	JHRO	0,93m
Prévention et protection	UNHCR	2,08m
Réforme du secteur de la sécurité	MONUSCO-SSD	0,79m
Assistance multisectorielle	UNICEF	34,34m
Données et cartographie	UNFPA	0,5m

Évaluation pour le premier trimestre

Des groupes de travail thématiques mensuels sur les sous-composantes et des réunions entre les coordinateurs des composantes ont été régulièrement organisés au niveau des districts, des provinces et du pays (c'est-à-dire Kinshasa, Nord Kivu, Sud Kivu, Ituri) et se sont attachés à coordonner des interventions et à partager des informations entre les représentants de l'Unité de lutte contre les violences sexuelles, des différentes sous-composantes et du gouvernement. L'Unité de lutte contre les violences sexuelles et les coordinateurs des composantes participent également régulièrement à des réunions de Groupe de protection et travaillent avec les autorités gouvernementales, en prenant part et en contribuant aux Sous-commissions sur la violence sexuelle, à l'Équipe Technique, aux CTL et CTC. Les liaisons ont été maintenues avec différents pays donateurs au SRFF, des ONG partenaires et des représentants du gouvernement, afin d'aligner les programmes sur la violence sexuelle et de parvenir à une compréhension commune et une approche harmonisée dans la prévention et la réponse à la violence sexuelle. Au niveau national, la coordination s'est concentrée sur la coordination de la réponse aux VS globale, sur le partage des informations entre les organisations et sur l'identification des résultats des projets et des priorités tandis que dans le Sud Kivu, elle s'est attachée à renforcer les cadres de coordination existants au niveau des groupes de travail, ainsi qu'au niveau des composantes. Dans la province du Nord Kivu et dans le district d'Ituri, la coordination avec le gouvernement, et son implication, ont été renforcées et, par conséquent, des pôles gouvernementaux ont été aménagés bien que l'implication du pôle gouvernemental dans les activités de coordination dans l'Ituri et le Nord Kivu reste un défi. Pendant la période de rédaction du rapport, les efforts des groupes de travail et des réunions de coordination dans le NK et Ituri se sont concentrés sur

l'identification de priorités géographiques et thématiques pour la seconde allocation du SRFF.

Alignement des projets pendant le premier trimestre

Les projets de l'USAID sont mis en œuvre dans le Maniema, dans la province Orientale, dans le Nord et le Sud Kivu par COOPI, IRC, IMC et IMA. Ils s'attachent à augmenter et garantir l'accès à des services de soins et traitements de qualité et rapides pour les victimes de violences sexuelles (soutien psychosocial, soins de santé, services de recommandation d'aide juridique, réintégration économique) ainsi qu'à augmenter la capacité organisationnelle et communautaire pour empêcher et répondre à la SV (sensibilisation, renforcement des ONG locales et des organisations communautaires) et à permettre le rétablissement des victimes.

Le projet PSAR (*Projet de Sécurité, Autonomisation et Réintégration*) du PNUD est mis en œuvre dans le Nord Kivu et le Sud Kivu ; il s'attache à améliorer le statut économique, l'accès aux moyens de subsistance et la réintégration sociale des femmes vulnérables, notamment des victimes de violences sexuelles.

Chacun de ces projets sera intégré dans le prochain rapport trimestriel de la composante Violence sexuelle.

Progrès par rapport aux résultats escomptés

Lutte contre l'impunité

Afin de renforcer les capacités des institutions judiciaires et garantir qu'un service adéquat est offert aux victimes de violences sexuelles, des mesures ont été prises pour la sélection du partenaire de mise en œuvre du projet ainsi que pour le recrutement du personnel de surveillance des activités judiciaires liées aux violences sexuelles dans le Sud Kivu et Ituri.

Prévention et protection

Contribuant à la création d'un environnement de protection à travers la consolidation des capacités des communautés dans la prévention de la violence sexuelle :

- 123 sessions publiques et 54 205 personnes ont été sensibilisées sur le développement de systèmes d'alerte rapide par RECO dans le Sud Kivu.
- 15 559 personnes ont été sensibilisées à travers 228 sessions radio, 4 journées publiques et 2 performances théâtrales dans l'Ituri.
- Sensibilisation à travers le cinéma mobile (50 projections) sur la violence sexuelle pour les autorités politico-militaires, les jeunes et les couples ; spots publics et radio sur la VBG (24 sessions dans le Sud Kivu, 30 dans l'Ituri) et sur le VIH/Sida (117 sessions) ; 10 peintures sur la violence sexuelle dans d'importantes zones cibles ; distribution de 100 différents types de supports visibles ; distribution de 1500 brochures comportant des messages clés sur la prévention de la violence sexuelle.
- Des vélos et des kits de sensibilisation ont été distribués à 7 Comités de vigilance.

Dans le contexte de soutien au développement de la connaissance sur les risques, menaces, pratiques et changements d'attitude sur la violence sexuelle :

- Une formation sur la violence sexuelle, des cadres (inter)nationaux et des instruments sur la protection ont été donnés à 25 fonctionnaires de la Division des Affaires sociales, 600 professeurs et élèves, 100 chefs communautaires, et 50 membres d'ONG et organisations locales ; 2 sessions de formation pour 90 personnes sur les différentes formes de la violence sexuelle, les causes, conséquences et cadres juridiques (inter)nationaux dans l'Ituri.
- Assistance technique aux structures communautaires et fourniture d'équipements pour la sensibilisation.
- Équipement pour 10 éducateurs sur la sensibilisation à la lutte contre le HIV/SIDA.

Réforme du secteur de la sécurité

Contribuant à la capacité des forces de sécurité et de la police pour prévenir et répondre efficacement à la violence sexuelle :

- Développement de 6 ébauches de modules de formation relatifs à la lutte contre les violences sexuelles, les droits de l'homme, les règlementations des disciplines humanitaires et le code de conduite.
- 10 000 exemplaires du « code de conduite » des FARDC produits et distribués
- Des agents pour la formation à la lutte contre les violences sexuelles ont été sélectionnés à Bunia, Kisangani, Bukavu et Uvira. 230 agents sélectionnés et attendent d'être contrôlés.
- Une banque de données avec des formateurs militaires est en cours de développement.
- Le Département civique et d'éducation a reçu au Kinshasa et dans plusieurs régions cibles : des fournitures, équipements informations, 10 motos et une jeep.

Assistance multisectorielle

Un formulaire médical standardisé a été développé et est actuellement en cours de révision par les membres du groupe de travail médical et les autorités nationales. Le protocole de réintégration psychosocial et les services de recommandation d'aide juridique sont en cours.

Des structures d'assistance et de formation technique visant à garantir l'accès aux services et leur qualité avec comme objectif :

- La formation de 77 fournisseurs de santé à la gestion des SVS ; 6 zones de santé ont reçu des médicaments et un soutien financier mensuel ; 20 fonctionnaires psychosociaux et 20 travailleurs sociaux ont reçu une formation sur l'assistance psychosociale.
- 13 formations sur les infrastructures de gestion du personnel de santé (3 fournisseurs) et sur les soins psychosociaux pour 51 assistants psychosociaux.

Des soins médicaux ont été fournis à 468 victimes, dont 106 ont été traitées en moins de 72 heures en Ituri, une contraception d'urgence a été donnée dans 46 cas et des kits PEP dans 52 cas dans le Sud Kivu.
Assistance psychosociale : 629 victimes de violences sexuelles à Mahagi, Aru, Mambasa (COOPI) ; 187 cas à Djugu (APEC). 702 personnes ont participé à des activités de médiation culturelle dans le Centre pour les femmes et les familles de Mahagi dans le Sud Kivu 603.

Un appui socioéconomique et éducatif a été fourni à 441 victimes dans l'Ituri afin de créer des activités génératrices des revenus, et 479 bénéficiaires (dont 31 hommes) à Miti-Murhesa, Katana et Minova.

Données et cartographie

Contribue à un système harmonisé de collecte de données sur la violence sexuelle :

- Une réunion de sensibilisation pour les parties prenantes dans le Sud Kivu (65 participants) a été organisée en collaboration avec le Ministère provincial des genres, de la santé et des affaires sociales à Bukavu fin mars 2011.
- La cartographie des interventions, des parties prenantes et des besoins non satisfaits est en cours.

En accord avec l'objectif de traiter, stocker, analyser et partager les données sur la violence sexuelle :

- Une base de données sur les cas de violence sexuelle a été développée avec des données d'Ituri (depuis octobre 2010) et du Sud Kivu (depuis janvier 2011).
- Les informations sur les cas de violence sexuelle en 2010 sont collectées et analysées.

5 Planification et coordination

5.1 Cadre pour une politique nationale

La deuxième Réunion des partenaires de l'ISSSS a eu lieu à Goma le 15 février 2011. Elle était co-présidée par le DSRSG/RC/HC Sarassoro et le Ministre de la Défense Charles Mwando Simba, ce dernier représentant le vice-premier ministre, le Ministre de l'Intérieur et des Affaires de sécurité (le président du *Comité de Suivi* du STAREC).

Les participants comprenaient le Ministère national des Affaires sociales ; l'Inspecteur général de la police, les gouverneurs ou vice-gouverneurs du Nord Kivu, Sud Kivu, province Orientale, Maniema et Équateur ; l'Ambassadeur des Pays-Bas ; les responsables de la coopération pour les partenaires financiers ; et les responsables des agences de mise en œuvre.

Les points de l'ordre du jour comprenaient :

- Des présentations par le Secrétariat technique du STAREC, le DSRSG/RC/HC et le représentant des donateurs.
- Des discussions sur les principaux problèmes stratégiques et opérationnels liés au STAREC et le soutien fourni à travers l'ISSSS.
- Une réunion restreinte avec les principaux partenaires pour examiner une « liste des problèmes » pour les activités du programme ISSSS en cours (soumises au gouvernement avant la réunion).

Les recommandations de la réunion ont été développées dans une ébauche de **Plan d'action**. Suite aux consultations entre les partenaires, ce plan sera partagé avec le gouvernement puis présenté lors de la prochaine Réunion des partenaires / *Comité de Suivi*, prévue en mai 2011.

5.2 Coordination et développement des programmes

Les Comités Techniques Conjoints (CTC) provinciaux du STAREC ont été fonctionnels tout au long du premier trimestre dans le Nord Kivu, le Sud Kivu, Maniema et la province Orientale. Le principal résultat a été des **plans prioritaires provinciaux** qui expliquent les priorités pour 2011-12, et dans le cadre desquels les partenaires développent des concepts de projet pour les principaux problèmes. Les Plans prioritaires devraient être discutés lors de la prochaine Réunion des partenaires / *Comité de Suivi*.

Voir §4.1 et §4.2 ci-dessus.

Au niveau national, les **groupes techniques** envisagés dans l'Ordonnance présidentielle 10/072 sont restés essentiellement inactifs pendant le premier trimestre, hormis dans le cas du groupe Violence Sexuelle. Ceci a laissé des lacunes pour la coordination opérationnelle, la priorisation et la mobilisation des ressources dans les régions entrant dans le cadre de la compétence nationale. Cela inclut plus particulièrement la justice et la sécurité.

Activités d'appui à la coordination

Le **Groupe de travail sur la stabilisation** s'est réuni plusieurs fois pendant le trimestre pour examiner et valider le Cadre Programmatique Intégré pour l'ISSSS, et le Plan d'action proposé à l'issue de la Réunion des partenaires en février. Les consultations continueront en vue de la prochaine Réunion des partenaires / *Comité de Suivi* en mai.

Les domaines d'intérêt de l'**Unité d'Appui à la Stabilisation** au cours du trimestre comprenaient :

- Soutien à la coordination dédié aux Comités Techniques Conjoints du STAREC dans le Nord et le Sud Kivu ;
- Atelier avec les médias nationaux et provinciaux en février 2011 pour sensibiliser et engager la population avec le STAREC / l'ISSSS.
- Consultations en mars 2011 avec le siège du DPKO, les agences de l'ONU, les missions diplomatiques, les ONG et le Conseil de sécurité (niveau des experts).
- Coordination avec les donateurs, notamment à travers des vidéoconférences et des mises à jour ad hoc lorsque requis.

Expiration du financement pour la SSU

Un autre domaine d'intervention principal a été **le soutien de la SSU**. Le financement de 75 % du personnel actuel expire en juin 2011. Cela réduira considérablement l'efficacité de l'unité. Une proposition a été partagée avec les partenaires financiers et les discussions se sont poursuivies tout au long du premier trimestre.

6 Prévisions pour le second trimestre

Planification et coordination

Au niveau national : la prochaine **Réunion des partenaires de l'ISSSS** est programmée pour mai 2011 au Kinshasa, avec une configuration similaire à la précédente réunion du 15 février 2011. Les points de l'ordre du jour comprendront :

- Révision du Plan d'action proposé suite à la précédente Réunion des partenaires.
- Révision des priorités provinciales développées à travers la structure de coordination du STAREC (voir §5 ci-dessus).

À la demande des partenaires de mise en œuvre, des **ateliers thématiques** sont planifiés pour les principaux aspects de l'ISSSS. L'un des principaux domaines d'intervention sera le déroulement et la cohérence des priorités provinciales identifiées à travers la structure du STAREC, et les points d'entrée correspondants pour l'appui international.

Activités d'appui à la coordination

Le projet actuel visant à renforcer les **structures de coordination du STAREC**, mis en œuvre par le PNUD et soutenu par le Fond pour la Consolidation de la Paix, prendra fin lors du second trimestre. Les options concernant la façon de soutenir la coordination du STAREC seront discutées.

En ce qui concerne l'**Unité d'appui à la stabilisation** lors du deuxième trimestre :

- Cinq des huit postes actuels prendront fin en juin 2011 à moins que des fonds supplémentaires ne soient trouvés. Cela aura un important impact sur les services d'ici la fin du trimestre.
- Le recrutement se poursuivra pour quatre des sept postes budgétés par la MONUSCO.
- Un plan de communication publique est inclus dans la proposition actuelle d'appui au financement.

Suivi et évaluation

Comme indiqué dans le §4.2 : le déploiement de **points de référence** pour les institutions partenaires gouvernementales dans les zones ciblées reste une priorité. Le premier test lors du second trimestre sera pour l'administration civile.

En ce qui concerne la Réunion des partenaires et les priorités provinciales du STAREC : le **Scorecard de l'ISSSS** sera mis à jour par province et par territoire. Nous espérons sortir une version publique tout en respectant la confidentialité des conclusions tirées dans le cadre du processus des Évaluations communes du gouvernement et de la MONUSCO.

A1 Tableau de bord

Le Tableau de bord est un échantillon d'indicateurs issus du Cadre Programmatique Intégré. Ils sont fournis à titre indicatif et ne comprennent pas toutes les activités.

1. Sécurité

Domaine de résultat	**Principales résultats**	Fourni	Pipeline
Intégration de groupes armés	Rien à signaler.	--	--
Capacité des FARDC	Casernes (N° bataillons)	4	2
	Formation (N° bataillons)	0	0
Justice Militaire	Rien à signaler	--	--
Combattants résiduels	Démobilisés	4 898	4 000
	Réintégration communautaire	2 605	2 500

3. Restauration de l'autorité de l'État

Domaine de résultat	**Infrastructure**		**Agents formés**	
	Terminée	Pipeline	En place	Pipeline
== Routes	260	433	À définir	À définir
Police	54	13	449	770
Administration civile	11	7	148	452
Chaîne pénale	4	4	0	180

Remarques :

(1) *Infrastructure :* Installations nouvelles ou réhabilitées en grande partie.

(2) *Agents :* augmentation du personnel formé dans les localités cibles, soit à travers le déploiement ou la formation des cadres existants selon les standards minimum.

4. Retour, réintégration et relèvement

! Aucune mesure récapitulative définie. Voir l'Annexe 3 pour plus d'informations.

5. Violences sexuelles

! Aucune mesure récapitulative définie. Voir l'Annexe 3 pour plus d'informations.

A2 Cartes des résultats

Cette section fournit un aperçu des activités de l'ISSSS dans trois provinces cibles : Nord Kivu, Sud Kivu et Ituri. Les conclusions sont résumées par territoire.

Comment lire les cartes :

Sécurité

Principales résultats :

- Casernes permanentes FARDC (N° bataillons)
- **DD** Combattants congolais démobilisés
- **R** Combattants congolais en réintégration communautaire

Restauration de l'autorité de l'État

Institutions partenaires :

- Police
- Administration civile
- Justice criminelle

Résultats pour chaque institution :

	x Nouvelles infrastructures.
	y Nouveaux agents formés. (déployés ou formés *in situ* selon des standards minimum)

Retour réintégration relèvement

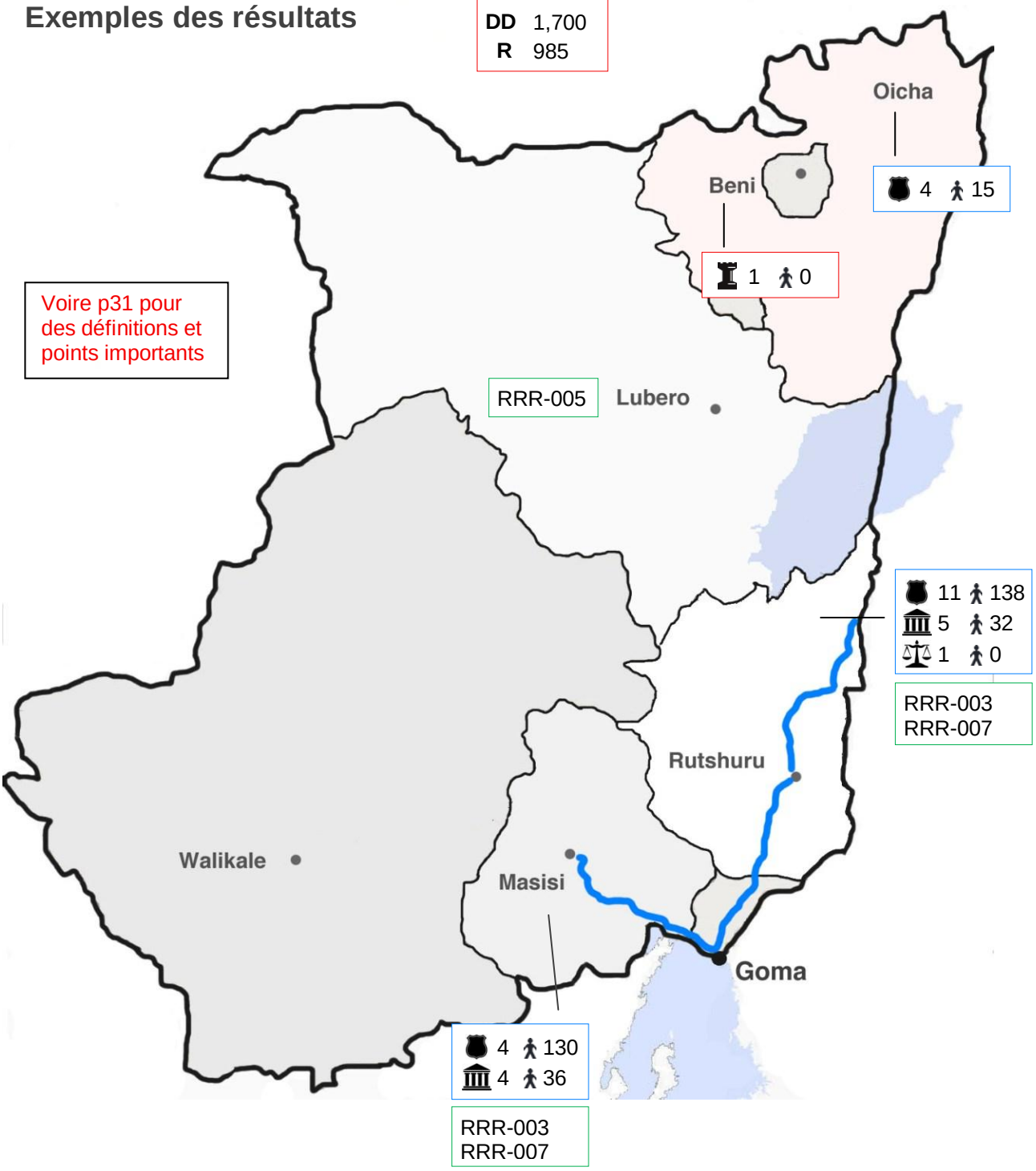
! Aucune mesure récapitulative définie.

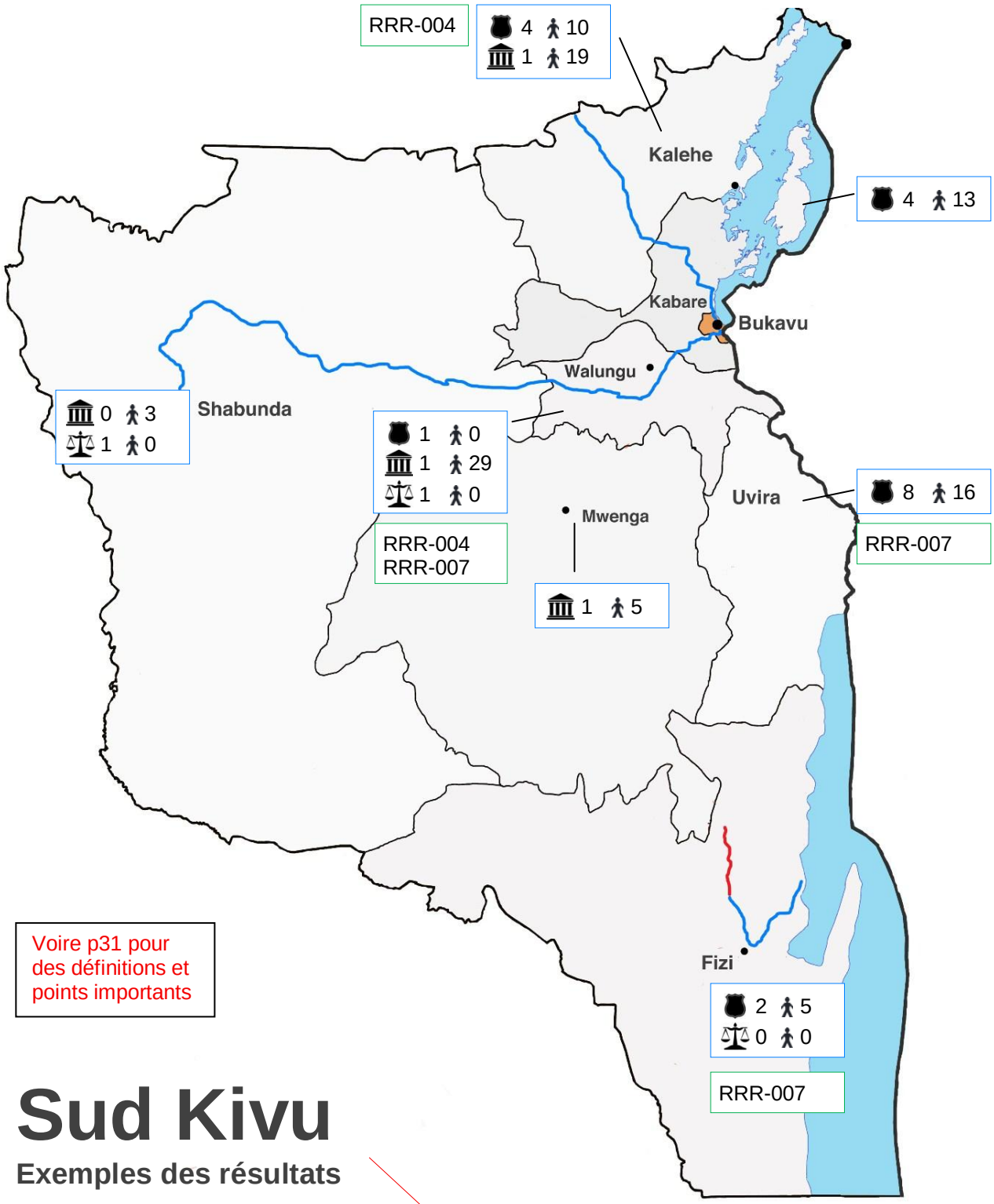
L'ID du projet est inclue à titre de référence : reportez-vous à l'Annexe 3 et aux mises à jour trimestrielles sur le projet pour plus d'informations.

Nord Kivu

Exemples des résultats

DD 1,700
R 985





Voire p31 pour des définitions et points importants

Sud Kivu

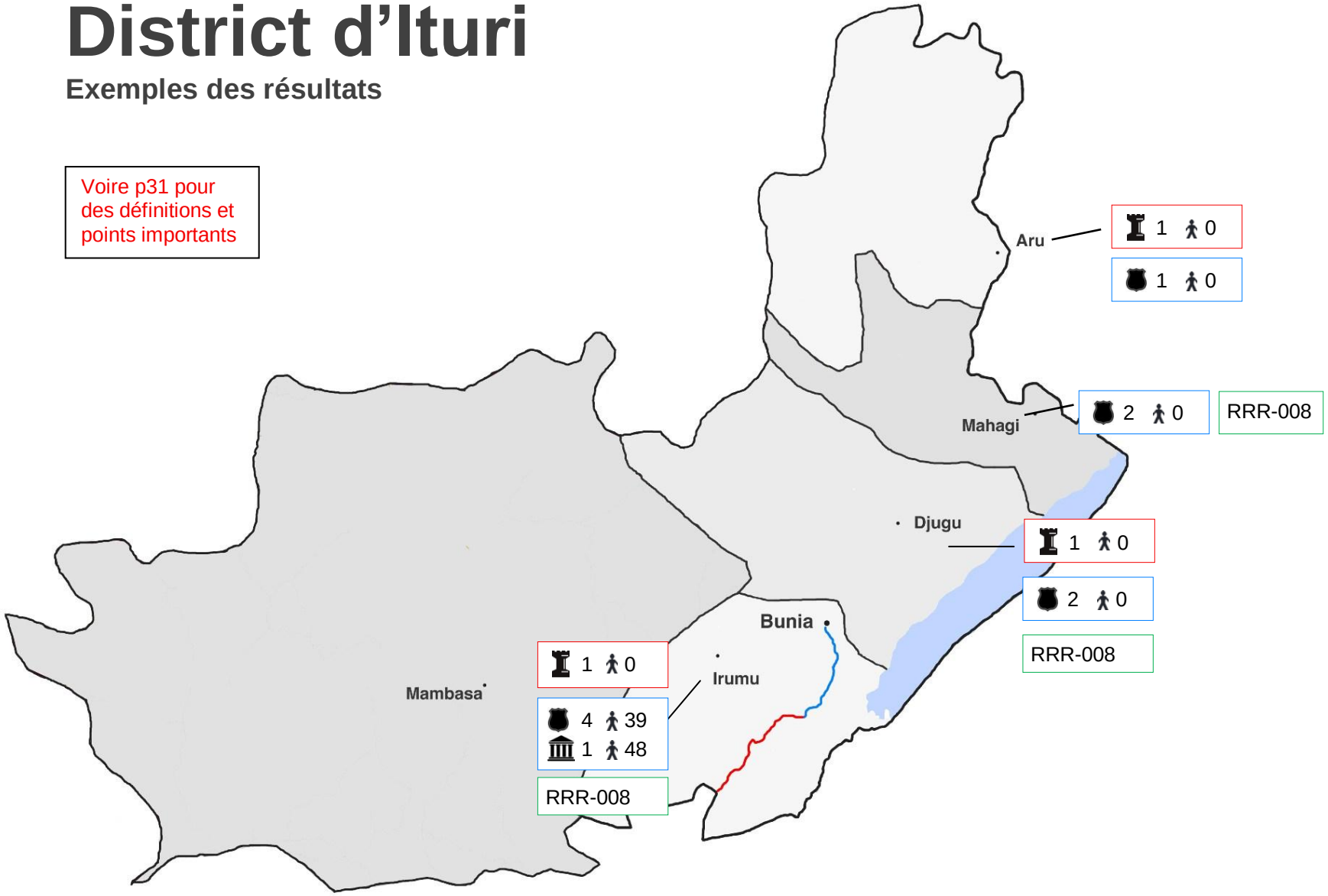
Exemples des résultats

DD 841
R 902

District d’Ituri

Exemples des résultats

Voire p31 pour des définitions et points importants



X Annexes financières

Annexe 1 **Cadre de financement**
Aperçu des ressources de financement de l'ISSSS.

Annexe 2 **Nouveaux projets financés**
Les projets lancés pendant le trimestre ou ayant reçu un financement additionnel.

Annexe 3 **Activités du SRFF**
Opérations pour le Fonds de stabilisation et de relèvement pendant ce trimestre.

Annexe 4 **Inventaire des projets**
Informations clés pour tous les projets ISSSS.

X1 Cadre de financement

		Besoins 2010-12	Fonds engagés	Fonds dépensés	
				USD	%
1	**SECURITÉ**	**171.82**	**51.26**	**33.29**	**65%**
	Régional	171.82	5.29	3.35	63%
	Nord Kivu		8.11	4.79	59%
	Sud Kivu		23.69	17.21	73%
	Ituri		6.28	5.90	94%
	Haut & Bas-Uele		2.24	0.55	25%
	Maniema		4.91	1.49	30%
	Nord Katanga		0.73	0.00	0%
2	**POLITIQUE**	**0.00**	**3.60**	**3.27**	**91%**
3	**RAE**	**295.68**	**80.34**	**61.16**	**76%**
	Régional	-	5.11	2.24	44%
	Nord Kivu	44.56	28.48	20.19	71%
	Sud Kivu	82.92	35.77	30.54	85%
	Ituri	51.26	10.98	8.20	75%
	Haut & Bas-Uele	45.17	0.00	0.00	
	Maniema	44.94	0.00	0.00	
	Nord Katanga	26.84	0.00	0.00	
4	**RRR**	**311.88**	**62.60**	**39.74**	**63%**
	Régional	-	7.25	1.99	27%
	Nord Kivu	71.31	22.01	10.64	48%
	Sud Kivu	84.29	20.92	17.90	86%
	Ituri	92.48	11.80	8.99	76%
	Haut & Bas-Uele	30.12	0.00	0.00	
	Maniema	16.84	0.62	0.22	35%
	Nord Katanga	16.84	0.00	0.00	
5	**VIOLENCES SEXUELLES**	**56.23**	**32.32**	**10.89**	**34%**
	Régional	56.23	13.64	4.62	
	Nord Kivu		3.37	0.47	14%
	Sud Kivu		5.93	1.57	27%
	Ituri		5.22	2.68	51%
	Haut & Bas-Uele		0.00	0.00	
	Maniema		4.15	1.55	37%
	Nord Katanga		0.00	0.00	
TOTAL		**835.61**	**230.13**	**148.36**	**64%**

Tous les montants sont en millions de Dollars US.

Données de base sont fournies par les partenaires de mise-en-œuvre de l'ISSSS.

X2 Nouveaux projets financés pendant le trimestre

Tous les montants sont en millions de dollars américains

	Titre du projet	Part.	Fonds total		Nouv. Fonds		Dates	
			USD	Dépensés	Donateur	USD	Début	Fin
1. SÉCURITÉ						**4.00**		
SEC/6	Réintégration durable des anciens combattants	PNUD	15.77	6.72	USA	4.00	Fév 10	Mai 12
3. AUTORITÉ DE L'ÉTAT						**2.93**		
RSA/13	Renforcement de la capacité policière dans la lutte contre la VS	OIM	2.93	0.85	USA	2.93	Jul 10	Sep 11
5. VIOLENCE SEXUELLE						**11.15**		
CSV/9	Ushindi : Surmonter la violence basée sur le genre	IMA	8.05	1.10	USA	8.05	Jul 10	Jul 15*
CSV/10	Soutien psychosocial et réintégration des victimes de VBG	COOPI	4.95	3.10	USA	3.10	Déc 08	Déc 11
CSV/11	Sécurité, autonomie et réintégration socio-économique pour les femmes	PNUD	1.62	0.59	PNUD	1.62	Oct 09	Déc 12

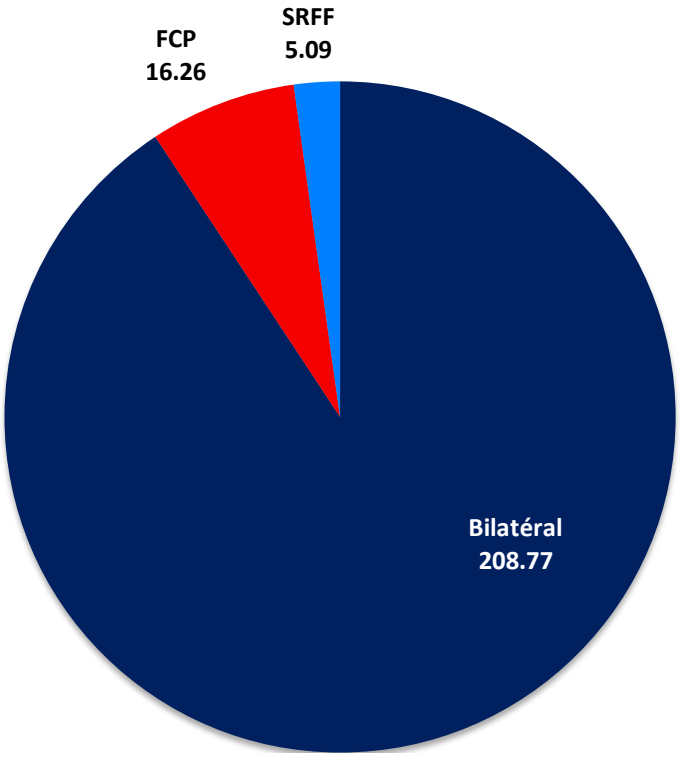
* Ces projets sont prévus jusqu'en 2015 ; le budget reflète la partie prévue pour la même durée que l'ISSSS (2009-12).

Corrigé du rapport trimestriel précédent

Importantes corrections (plus de 100 000 USD) par rapport au rapport du 4ème trimestre 2010 :

	Titre du projet	Changement	Justification
CSV/7	Prévention et protection contre les violences sexuelles et du genre en poursuivant le changement de comportement par la voie de communication	- 1.92	Budget total du projet de 4,0m plutôt que l'engagement actuel du donateur de 2,08m.
CSV/8	Care. Access. Safety & Empowerment (CASE) Program in Eastern Congo	-3.95	Budget total du projet de 6,40m plutôt que l'engagement actuel du donateur de 2,08m.

X3 Activités du SRFF



Fonds des projets de l'ISSSS par source
(tous les montants sont en millions de dollars US)

En date du 31 mars 2011, les contributions à travers du SRFF représentaient **2 %** des fonds totaux de l'ISSSS.

Deux importantes activités ont été enregistrées dans le cadre du SRFF au cours du premier trimestre :

Le Comité Technique Conjoint pour **Maniema** a alloué 4m de $ à un projet sous la composante RRR. À ce jour, le projet fait l'objet d'une révision technique avant d'être soumis au Fonds de stabilisation.

Le Groupe Technique national sur la **Violence sexuelle** a recommandé l'allocation des 7m de $ restants au Nord Kivu et à la province Orientale.

En ce qui concerne l'avenir, le lancement des **plans prioritaires du STAREC** avec le Comité de Suivi devrait stimuler l'utilisation du SRFF. (voir §5.) Ils représentent un plan de dépense, par province, pour des allocations du SRFF au niveau provincial.

Suivi des fonds

Aucun changement majeur au cours du premier trimestre.

	Promis au SRFF	Engagés dans le SRFF	Alloués aux CTC	Projets approuvés
Q1 2011	0	0	0	0
Total	22,79	16,77	9,23	5,24

X4 Inventaire des projets

Tous les montants sont en millions de dollars US.

En sigle: NK Nord Kivu SK Sud Kivu MN Maniema
IT Ituri OR Orientale REG Régional

Les projets marqués en rouge n'ont pas été mis à jour pour le trimestre. Contacter le chef de file pour les informations plus récents.

	Titre du projet	Part.	Fonds disponible (2010-12)								Dates	
			Total		Bailleurs			Zones ciblés				
			USD	Dép.	Qui	USD	Dép.	Ou	USD	Dép.	Début	Fin
1, SECURITE			**51,26**	**33,29**		**51,26**	**33,29**		**51,26**	**33,29**		
SEC/1	Soutien au casernement (post-brassage)	**OIM** PNUD	23,94	22,14	Royaume-Uni PNUD Pays-Bas	12,26 0,95 10,73	12,26 0,95 8,93	NK SK IT	1,89 16,39 5,66	1,89 14,59 5,66	Jan 06	Jul 11
SEC/3	Appui au DDRRR des combattants FDLR	PNUD	0,14	0,14	Royaume-Uni	0,14	0,14	REG	0,14	0,14	Sep 08	Sep 09
SEC/4	Construction de centres de regroupement au Sud Kivu	OIM	1,08	1,08	Royaume-Uni	1,08	1,08	SK	1,08	1,08	Mai 09	Mar 10
SEC/5	Réhabilitation du centre de formation des FARDC à Lukusa	OIM	1,51	0,55	Royaume-Uni Canada	0,62 0,89	0,28 0,28	OR	1,51	0,55	Sep 10	Nov 11
SEC/6	Réintégration durable des anciens combattants	PNUD	15,77	6,72	PNUD PNUD France FCP USA	5,17 1,74 0,46 4,41 4,00	2,31 1,74 0,46 2,22 0,00	NK SK MN IT REG	4,94 4,94 4,18 0,61 1,10	2,82 1,54 1,49 0,23 0,64	Fév 10	Mai 12
SEC/8	Cellules d'appui aux poursuites militaires	OIM	3,67	0,00	Canada FCP	2,71 0,96	0,00 0,00	NK SK MN KT OR	0,73 0,73 0,73 0,73 0,73	0,00 0,00 0,00 0,00 0,00	Déc 10	Oct 13
SEC/9	Désarmement et démobilisation des éléments résiduels congolais au Nord, Sud Kivu	PNUD	1,10	0,08	FCP MONUSCO	0,65 0,45	0,08 0,00	NK SK	0,55 0,55	0,08 0,00	Déc 10	Déc 11

SEC/2	Fonds pour le support logistique de MONUSCO	MONUSCO	4,05	2,57	Pays-Bas	4,05	2,57	REG	4,05	2,57	Déc 08	Jun 11
2, POLITIQUE			**3,60**	**3,27**		**3,60**	**3,27**		**3,60**	**3,27**		
POL/1	Soutient au traitement des blessés de guerre	PNUD	0,47	0,47	FCP Partenaires	0,23 0,24	0,23 0,24	NK	0,47	0,47	Mar 10	Sep 10
POL/2	Etablissement du STAREC et des structures de coordination de l'ISSSS	PNUD	1,13	0,80	FCP	1,13	0,80	REG	1,13	0,80	Mar 10	Jun 11
POL/3	Program de bonne gouvernance	DAI	2,00	2,00	USA	2,00	2,00	SK MN REG	0,80 0,80 0,40	0,80 0,80 0,40	Sep 09	Mar 11
3, L'AUTORITE DE L'ETAT			**80,34**	**61,16**		**78,82**	**61,16**		**80,34**	**61,16**		
RSA/1	Réhabilitation et entretien des routes	UNOPS MONUSCO	26,05	22,76	Pays-Bas Suède Royaume-Uni Royaume-Uni USA Belgique	7,59 5,06 6,98 1,00 1,00 4,42	7,59 5,06 4,89 1,00 1,00 3,21	NK SK IT 	7,24 15,19 3,62 	6,83 12,52 3,41 	Avr 08	Jun 11
RSA/2	Soutien aux infrastructures étatiques (police, justice, admin, prisons)	UNOPS	18,88	18,34	Pays-Bas USA	14,88 4,00	14,88 3,46	NK SK IT	8,70 8,87 1,30	8,70 8,42 1,21	Avr 08	Jun 11
RSA/3	Etablissement et déploiement de la police des frontières aux Kivus et en Ituri	OIM	8,38	6,50	USA USA USA Royaume-Uni Japon	1,44 1,56 2,10 0,28 3,00	1,44 1,23 0,56 0,28 3,00	NK SK IT REG 	1,98 3,30 3,00 0,10 	1,03 2,78 2,66 0,03 	Jan 09	Sep 11
RSA/4	Equipement des commissariats de police/sous-commissariats	GTZ	0,50	0,50	Allemagne	0,50	0,50	NK SK	0,27 0,23	0,27 0,23	Avr 10	Sep 10
RSA/5	Réhabilitation de la route Fizi-Minembwe-Baraka	ACTED	4,20	4,20	CE	4,20	4,20	SK	4,20	4,20	Jan 09	Oct 10
RSA/6	Déploiement de la PIR dans les zones de désengagement	OIM	1,88	1,88	Allemagne	1,88	1,88	NK SK	0,75 1,13	0,75 1,13	Mai 09	Mar 10
RSA/7	Construction de logements pour la police au NK et au SK	**UNOPS** **OIM**	3,19	1,68	Suède	1,68	1,68	NK SK	2,00 1,19	1,01 0,67	Oct 08	Jun 11

RSA/8	Mise en place de 5 centres de négoce	OIM	1,37	1,04	FCP Canada Royaume-Uni	0,50 0,47 0,40	0,50 0,14 0,40	NK SK	1,03 0,34	0,69 0,34	Fév 10	Jul 11
RSA/9	Sélection, formation et déploiement de l'administration civile	**PNUD** UNOPS	1,50	0,56	FCP	1,50	0,56	NK SK IT	0,69 0,69 0,13	0,25 0,25 0,06	Jul 10	Jul 11
RSA/10	Soutien à la réintégration des groupes armés dans la PNC (NK)	UNOPS	2,19	0,65	FCP	2,19	0,65	NK	2,19	0,65	Jul 10	Déc 11
RSA/11	Modalité de financement pour les besoins urgents de réhabilitation des routes	UNOPS	2,30	0,49	FCP USA	1,30 1,00	0,15 0,35	REG	2,30	0,49	Déc 10	Fév 12
RSA/12	Appui aux institutions judiciaires et pénitentiaires de l'Est de la RDC	PNUD	4,27	0,00	Canada FCP	2,60 1,67	0,00 0,00	NK SK	3,64 0,63	0,00 0,00	Déc 10	Déc 11
RSA/13	Renforcement des capacités de la PNC dans la lutte contre les violences sexuelles	OIM	2,93	0,85	USA	2,93	0,85	IT	2,93	0,85	Jul 10	Sep 11
	Trust fund for MONUSCO logistical support	MONUSCO	2,70	1,72	Pays-Bas	2,70	1,72	REG	2,70	1,72	Déc 08	Jun 11
4, RETOUR, REINTEGRATION, RELEVEMENT			**62,60**	**39,74**		**62,60**	**39,74**		**62,60**	**39,74**		
RRR/2	Retour/ réintégration des PDI (UNICEF Pear Plus Programme)	UNICEF	17,97	13,67	UNICEF (NC France) USA Pays-Bas Suède Espagne UNICEF (NC Suède) Japon	4,04 2,58 3,50 6,05 1,12 0,23 0,45	3,26 2,58 3,50 3,08 0,56 0,23 0,45	NK SK IT REG	3,02 4,01 4,66 6,29	3,02 4,01 4,66 1,99	Sép 08	Mai 11
RRR/3	Projet de Gestion des Conflits Fonciers	HABITAT	7,41	1,69	UNHCR Canada USA	1,21 1,50 4,70	1,17 0,52 0,00	NK SK IT REG	3,11 1,21 2,12 0,96	0,93 0,00 0,76 0,00	Mar 09	Déc 12
RRR/4	Programme sur le retour et la réintégration communautaire SK	**UNICEF** FAO PNUD	11,20	11,20	Pays-Bas	11,20	11,20	SK	11,20	11,20	Mar 09	Mar 11

RRR/5	Structures pour la pacification et la résolution des conflits au NK	**PNUD** FAO UNICEF	6,35	2,11	Espagne PNUD FAO UNICEF	4,00 1,50 0,25 0,60	1,92 0,18 0,00 0,00	NK	6,35	2,11	Jun 09	Jul 11
RRR/6	Programme de réintégration communautaire et de relèvement	**PNUD** FAO	0,62	0,22	PNUD	0,62	0,22	MN	0,62	0,22	Sep 09	Fév 12
RRR/7	Sécurité des communautés et réintégration des combattants	MSI	9,17	5,50	USA	9,17	5,50	NK SK	4,67 4,50	2,80 2,70	Oct 09	Sep 11
RRR/8	CEPI (Renforcement des Communautés et Consolidation de la paix)	**PNUD** UNICEF UNHCR FAO	5,02	3,57	Japon TFHS	3,82 1,21	3,57	IT	5,02	3,57	Jan 09	Jun 11
RRR/9	Structures pour la pacification et la résolution des conflits au NK	**UNHCR** HABITAT PAM UNOPS	4,86	1,79	FCP UNHCR GoDRC PAM	2,65 2,12 0,07 0,02	1,79 0,00 0,00 0,00	NK	4,86	1,79	Août 10	Déc 11
5, SEXUAL VIOLENCE			**32,32**	**10,89**		**32,32**	**10,89**		**32,32**	**10,89**		
CSV/1	Renforcement de la capacité du GoRDC pour combattre l'impunité	UNOPS	0,93	0,03	SRFF	0,93	0,03	REG	0,93	0,03	Jul 10	Déc 11
CSV/2	Protection et prévention	UNHCR	1,63	0,33	SRFF Partenaires	0,76 0,87	0,33 0,00	IT SK	0,73 0,90	0,03 0,30	Jun 10	Sép 11
CSV/3	Soutien aux FARDC pour réduire les VS	UNFPA	0,79	0,25	SRFF	0,79	0,25	REG	0,79	0,25	Jul 10	Déc 11
CSV/4	Etendre et améliorer l'accessibilité des services	**UNICEF** UNFPA	2,26	1,09	SRFF	2,26	1,09	REG IT SK	0,23 0,79 1,24	0,07 0,44 0,58	Jul 10	Jul 11
CSV/5	Soutien au 'data et mapping' des VS	**UNFPA** MONUSCO	0,56	0,28	SRFF UNFPA	0,50 0,06	0,22 0,06	IT SK REG	0,23 0,18 0,16	0,05 0,10 0,13	Jul 10	Déc 11
CSV/6	Ending Sexual Violence by Promoting Opportunities and Individual Rights (ESPOIR)	IRC	7,00	2,95	USA	7,00	2,95	REG	7,00	2,95	Sep 09	Sep 12

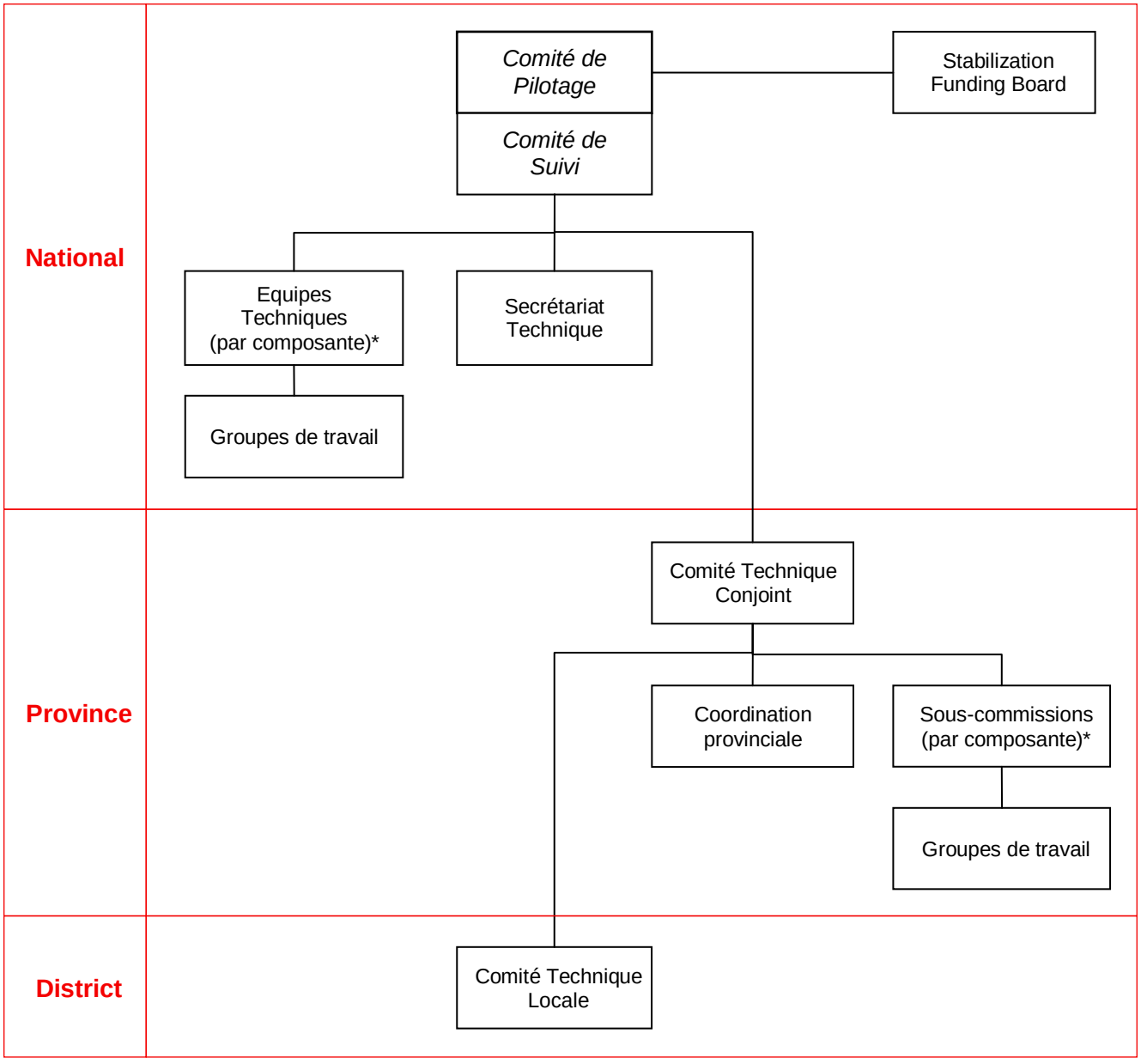
CSV/7	Prevention of and Protection Against Sexual and Gender-Based Violence using Behavior Change Communication in	IMC	2,08	0,27	USA	2,08	0,27	REG	2,08	0,27	Sep 10	Sep 15
CSV/8	Care, Access, Safety & Empowerment (CASE) Program in Eastern Congo	IMC	2,45	0,92	USA	2,45	0,92	REG	2,45	0,92	Jul 10	Jul 15
CSV/9	Ushindi: Overcoming Sexual and Gender Based Violence	IMA	8,05	1,10	USA	8,05	1,10	NK SK MN IT	2,68 2,68 1,79 0,89	0,12 0,37 0,37 0,24	Jul 10	Jul 15
CSV/10	Psychosocial Support and Reintegration of survivors of SGBV	COOPI	4,95	3,10	USA	4,95	3,10	IT MN	2,58 2,36	1,91 1,18	Déc 08	Déc 11
CSV/11	Projet de Sécurité, Autonomisation et Réintégration (PSAR)	PNUD	1,62	0,59	PNUD	1,62	0,59	NK SK	0,69 0,93	0,35 0,24	Oct 09	Déc 12

Notes sur l'inventaire des projets:

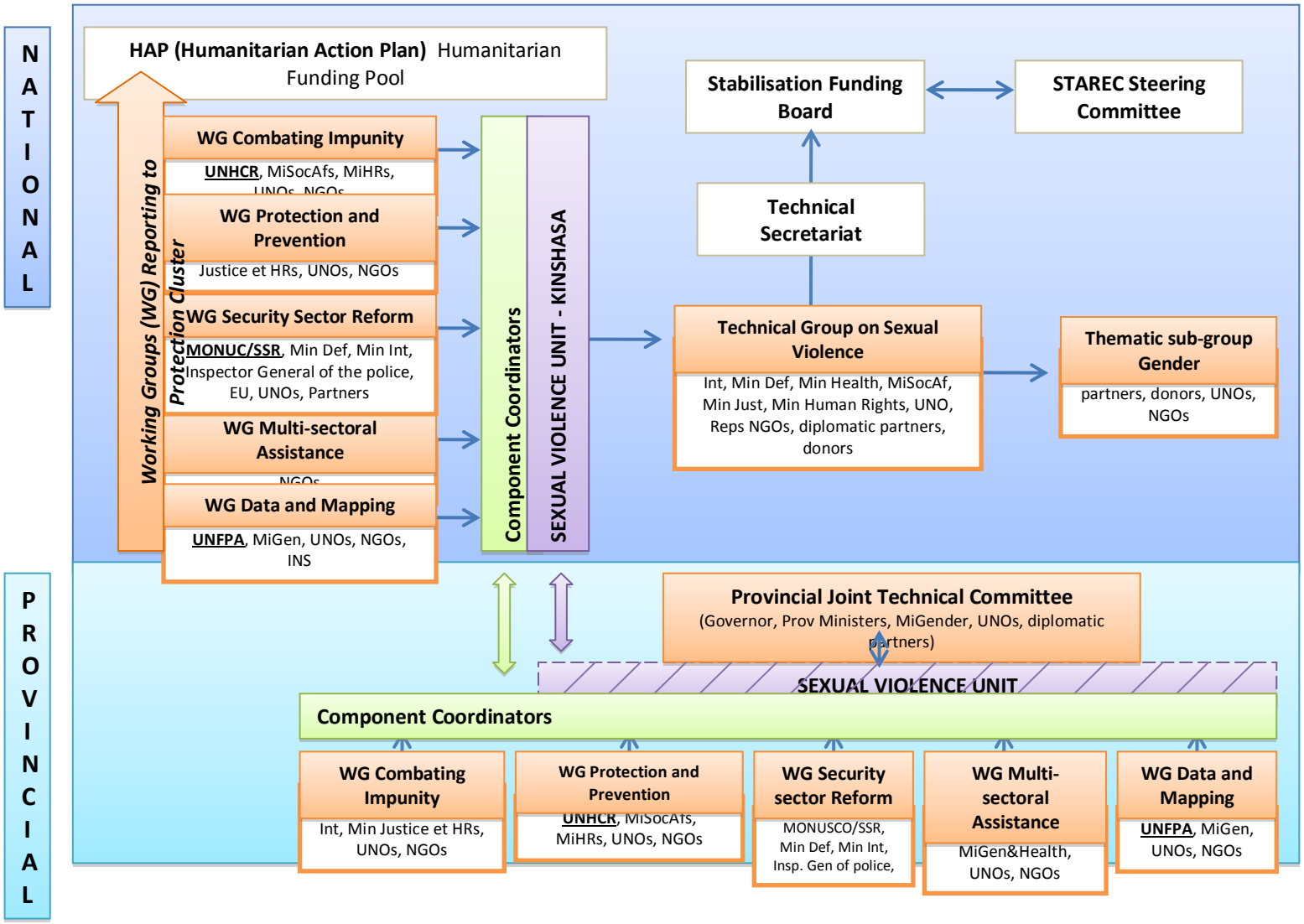
1. Dans les cas où les documents de projets ne précisent pas les budgets alloués au niveau provincial, le budget global est divisé en fonction des résultats attendus. En cas échéant. le budget est alloues au niveau régional.
2. RSA/7: 100% des fonds ont été transférés au partenaire d'exécution. Les données disponibles sont une estimation des dépenses seulement.

Aperçu des structures de coordination du STAREC

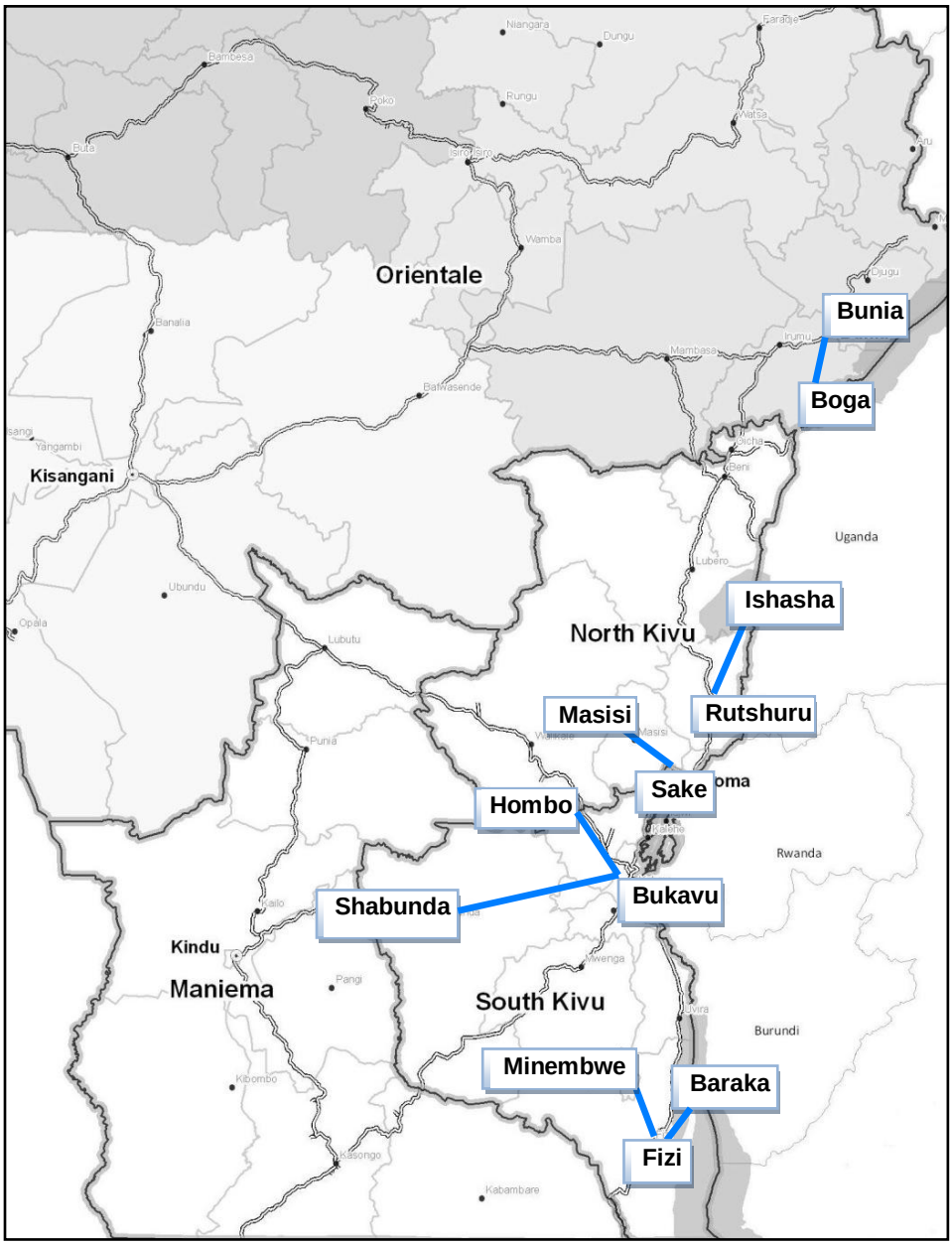
Voir: Ordonnance no 10/052 (Octobre 2010)
Stabilization and Recovery Funding Facility Terms of Reference (Novembre 2009)



Coordination Mechanisms for the Implementation of the Comprehensive Strategy on Sexual Violence in DRC



Carte de référence de l'ISSSS



Le programme STAREC a été développé en s'appuyant sur des axes de stabilisation existants, soutenus par la communauté internationale et par le « Programme Amani » du Gouvernement. À ce jour, les efforts de l'ISSSS sont concentrés sur **six « axes prioritaires »** dans les Kivus et le district d'Ituri.

À propos du rapport trimestriel

Le rapport trimestriel de l'ISSSS est préparé par l'Unité d'appui à la stabilisation (SSU), basée au sein du Bureau de la DSRSG/RC/HC de la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en République Démocratique du Congo (MONUSCO).

Le Rapport s'appuie sur des données fournies par les agences de mise en œuvre et couvre des **projets alignés**. C'est-à-dire des projets qui :

(i) soutiennent les objectifs importants du STAREC / de l'ISSSS ;
(ii) sont coordonnés à travers les structures du STAREC dirigées par le gouvernement ; et
(iii) fournissent des données financières et substantives à jour chaque trimestre.

Pour plus d'informations ou pour identifier une correction :

Unité d'appui à la stabilisation :

monusco-ssu@un.org

Contacts :

Ian D. Quick	Spécialiste en évaluation	quick@un.org
Pierre Bardoux	Chef d'équipe adjoint	bardoux@un.org
Bruno Donat	Chef d'équipe	donat@un.org